EXTRAIT DU *JOURNAL OFFICIEL* DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE DU 7 JUIN 1950

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

DE

SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1948 au 31 décembre 1949)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. PAUL BACON

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

PARIS

IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS

31, QUAI VOLTAIRE, 31

—

1950

EXTRAIT DU *JOURNAL OFFICIEL* DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE DU 7 JUIN 1950

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

DE

SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1948 au 31 décembre 1949)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. PAUL BACON

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

PARIS

IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS

31, QUAI VOLTAIRE, 31

—

1950

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT

SUR

L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DE SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1948 au 31 décembre 1949)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. PAUL BACON, ministre du travail et de la sécurité sociale.

Paris, le 9 mai 1950.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale à Monsieur le Président de la République.

Monsieur le Président,

Les services du ministère du travail et de la sécurité sociale ont eu l'honneur de vous présenter, en mai 1949, un rapport sur l'application de la législation de sécurité sociale au cours de l'année 1948.

La présentation de ce document était différente de celle qui avait été adoptée dès 1930 pour les assurances sociales. Etabli quelques mois seulement après la clôture de l'exercice, le rapport se proposait de donner, le plus rapidement possible, des résultats d'ensemble permettant d'avoir une vue précise sur la situation financière de la sécurité sociale. Cependant, les chiffres qu'il contenait pouvaient faire l'objet de rectifications après l'apurement des écritures de fin d'année.

Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter ce jour reprend la présentation adoptée en 1949 pour les résultats du dernier exercice clos. Il contient, en outre, dans une seconde partie, les résultats rectifiés et complétés de l'année 1948, notamment l'indication par régions des opérations relatives à cet exercice.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

PAUL BACON.

PREMIÈRE PARTIE

BILAN FINANCIER DE L'ANNÉE 1949

Pour dresser un bilan de la sécurité sociale, il est nécessaire d'examiner successivement les résultats financiers des trois législations: assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales. En effet, le champ d'application de ces législations ne coïncide pas exactement, et chacune d'elles comporte un financement différent.

De plus, les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale étant très souvent communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, dans certains cas même aux trois législations, elles doivent faire l'objet d'un chapitre distinct.

Enfin, il est intéressant d'indiquer le patrimoine des organismes de sécurité sociale en fin d'exercice.

Le présent compte rendu peut donc se diviser en cinq chapitres intitulés:

I. — Assurances sociales;
II. — Accidents du travail;
III. — Prestations familiales;
IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical;
V. — Patrimoine des organismes.

I. — ASSURANCES SOCIALES

Le régime général des assurances sociales couvre les risques maladie, longue maladie, invalidité, vieillesse et décès, ainsi que les charges de la maternité. Il s'étend à tous les travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles.

Une fraction importante des travailleurs salariés relève de régimes spéciaux comportant une autonomie financière et des règles de fonctionnement propres. C'est le cas du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, des ouvriers mineurs, des inscrits maritimes, des agents des chemins de fer secondaires, des clercs de notaires, du personnel de la Banque de France, du Crédit foncier, de la Banque d'Algérie, des théâtres nationaux.

Les agents d'Electricité et de Gaz de France, les fonctionnaires titulaires et les ouvriers de l'Etat sont affiliés au régime général seulement pour les prestations en nature des assurances maladie, longue maladie et maternité. Ils bénéficient, par ailleurs, de régimes spéciaux pour la vieillesse et les diverses prestations en espèces.

En application de la loi du 23 septembre 1948, les étudiants bénéficient des prestations en nature des assurances maladie, longue maladie et maternité du régime général, depuis le 1er janvier 1949.

La loi du 12 avril 1949 a étendu le bénéfice de la sécurité sociale aux militaires de carrière, en activité ou retraités à compter du 1er juin 1949. Elle a confié le recouvrement des cotisations et le service des prestations à une caisse militaire de sécurité sociale jouissant de l'autonomie financière.

Les résultats relevés dans ce compte rendu ne concernent que le régime général des professions non agricoles, les salariés qui lui sont rattachés, pour une partie des risques, les assurés volontaires, les fonctionnaires civils et les étudiants.

A. — RECETTES

Le montant des cotisations encaissées au cours de l'année 1949, au titre des assurances sociales, est indiqué ci-après (en millions de francs). Les chiffres donnés tiennent compte des cotisations identifiées postérieurement à l'encaissement, des annulations et des remboursements.

	RÉGIME général	RÉGIMES divers	RÉGIME des fonctionnaires	RÉGIME des étudiants.
Janvier	17.058	155	244	»
Février	16.889	194	270	»
Mars	16.398	254	449	0,1
1er trimestre	50.345	603	963	0,1
Avril	16.960	278	442	0,4
Mai	17.234	315	557	1,4
Juin	15.759	392	508	7,3
2e trimestre	49.953	985	1.507	9,2
Juillet	17.649	456	465	3,8
Août	18.006	439	584	1,2
Septembre	16.289	334	449	4
3e trimestre	51.944	1.229	1.498	9
Octobre	19.675	387	301	0,9
Novembre	16.858	421	438	0,9
Décembre	18.264	495	443	4,3
4e trimestre	54.797	1.303	1.182	6,1
Année 1949	207.039	4.120	5.120	24,4

Les cotisations du régime général représentent 16 p. 100 des salaires assujettis; 10 p. 100 étant à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge de l'assuré. Ce dernier taux est abaissé à 2 p. 100 pour les travailleurs salariés âgés de plus de 65 ans.

Les cotisations versées pour les fonctionnaires en activité sont égales à 2,50 p. 100 des traitements assujettis, ce taux étant ramené à 1,50 p. 100 pour les retraités. Ces cotisations sont supportées moitié par les assujettis et moitié par l'Etat employeur.

Les encaissements des régimes divers comprennent les versements effectués au titre des agents d'Electricité et de Gaz de France, des autres assurés partiels et des assurés volontaires. Ils comprennent également les versements rétroactifs de cotisations d'assurance vieillesse par les agents des cadres.

Le plafond annuel des salaires soumis à cotisation, qui était de 228.000 F depuis le 1er mars 1948, a été porté à 264.000 F au 1er mars 1949.

La cotisation des étudiants a été fixée à 600 F pour l'année 1949. Par ailleurs, l'Etat a versé à la Caisse nationale de sécurité sociale une contribution au régime des étudiants, s'élevant à 300 millions pour le quatrième trimestre 1948 et l'année 1949. Cette contribution ne figure pas dans le tableau ci-dessus.

Le produit de la majoration de 1 p. 1.000 par jour de retard s'est élevé, en 1949, à 419 millions pour l'ensemble des cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est affecté en totalité au compte de gestion administrative des caisses primaires.

B. — DEPENSES

Parmi les dépenses d'assurances sociales effectuées en 1949, il y a lieu de distinguer:

1° Les prestations légales;

2° L'action sanitaire et sociale et le contrôle médical;

3° La gestion administrative;

4° Les dépenses diverses.

1° PRESTATIONS LÉGALES

a) *Maladie et longue maladie.*

Les dépenses de l'assurance maladie représentent à la fois le coût des indemnités journalières versées aux travailleurs pendant la durée où ils sont privés de leur salaire par suite de leur incapacité de travail et le montant du remboursement des frais médicaux et chirurgicaux, des soins dentaires, des frais pharmaceutiques et des dépenses d'hospitalisation entraînés par la maladie, soit de l'assuré lui-même, soit des membres de sa famille.

Le maximum des indemnités journalières, qui était fixé à 317 F depuis le 1er avril 1948, a été porté à 367 F à compter du 1er mars 1949; les chiffres correspondants pour les assurés bénéficiant des indemnités journalières égales aux deux tiers du salaire de base, étant respectivement 422 F et 489 F à partir de ces mêmes dates.

L'assurance longue maladie ne fonctionne que depuis le 1er janvier 1946 et le nombre des bénéficiaires a continué à s'accroître au cours de l'année 1949. Il est indiqué ci-après au dernier jour de chaque trimestre:

31 décembre 1948	220.048
31 mars 1949	238.457
30 juin 1949	258.527
30 septembre 1949	279.651
31 décembre 1949	295.888

Le maximum de l'allocation mensuelle versée en cas de longue maladie, qui était fixé à 9.510 F depuis le 1er mars 1948, a été porté à 11.000 F à compter du 1er mars 1949, ces chiffres devenant respectivement 12.660 F et 14.670 F lorsque les assurés bénéficient d'une allocation égale aux deux tiers du salaire de base.

Les caisses primaires de sécurité sociale ont versé au total en 1949, 78.298 millions au titre de l'assurance maladie, et 15.452 millions au titre de l'assurance longue maladie. La ventilation des dépenses par catégorie de prestations et par mois est relevée, pour le régime général, le régime des fonctionnaires et le régime des étudiants, dans les tableaux A à E. Les prestations servies aux bénéficiaires des régimes divers autres que les fonctionnaires et les étudiants sont comprises dans les dépenses du régime général.

A. — **DEPENSES DES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE** (en millions de francs).

Régime général. — Assurance maladie.

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION A.M.G.	DIVERS	INDEMNITES journalières.	TOTAL
Année 1948.....	7.318	3.210	8.527	4.763	13.294	259	14.478	51.849
Moyenne mensuelle.....	610	267	711	397	1.107	22	1.207	4.321
Année 1949:								
Janvier	793	253	1.024	331	1.100	11	1.511	5.023
Février	892	293	1.178	381	1.410	27	1.879	6.060
Mars	990	385	1.259	476	1.699	9	1.862	6.680
1er trimestre.....	2.675	931	3.461	1.188	4.209	47	5.252	17.763
Avril	825	355	1.088	475	1.263	3	1.571	5.580
Mai	854	387	1.084	481	1.739	2	1.501	6.048
Juin	797	385	1.070	513	1.434	5	1.416	5.620
2e trimestre.....	2.476	1.127	3.242	1.469	4.436	10	4.488	17.248
Juillet	753	357	985	522	1.889	1	1.283	5.790
Août	693	320	926	415	1.666	5	1.312	5.337
Septembre	764	330	980	370	2.148	16	1.349	5.957
3e trimestre.....	2.210	1.007	2.891	1.307	5.703	22	3.944	17.084
Octobre	769	374	1.120	447	2.521	3	1.316	6.550
Novembre	688	326	1.142	442	2.562	12	1.336	6.508
Décembre	(1) 960	415	1.332	561	3.102	30	1.431	7.851
4e trimestre.....	2.437	1.115	3.594	1.450	8.185	45	4.083	20.909
Année 1949.....	9.798	4.180	13.188	5.414	22.533	124	17.767	73.004
Moyenne mensuelle.....	817	348	1.099	451	1.878	10	1.481	6.084

(1) Y compris une somme de 120 millions afférente aux examens de santé de la caisse centrale de la région parisienne pour l'exercice 1949.

B. — **DEPENSES DES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE** (en millions de francs).

Régime général. — Assurance longue maladie.

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A. M. G.	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL
Année 1948.....	441	252	463	9	2.906	3.291	(1) 7.362 (2) 7.375
Moyenne mensuelle.....	37	21	39	»	242	274	(1) 613 (2) 615
Année 1949:							
Janvier	48	27	57	1	344	326	801
Février	50	29	68	1	428	343	919
Mars	62	38	76	1	550	410	1.137
1er trimestre.....	158	94	201	3	1.322	1.079	2.857
Avril	56	36	74	1	474	387	1.028
Mai	59	36	82	1	651	412	1.241
Juin	61	38	84	1	634	416	1.234
2e trimestre.....	176	110	240	3	1.759	1.215	3.503
Juillet	59	38	83	1	552	401	1.134
Août	57	38	81	1	592	447	1.216
Septembre	59	39	89	1	737	586	1.511
3e trimestre.....	175	115	253	3	1.881	1.434	3.861
Octobre	65	42	103	1	695	480	1.386
Novembre	67	45	114	1	877	482	1.586
Décembre	76	51	133	1	962	528	1.751
4e trimestre.....	208	138	350	3	2.534	1.490	4.723
Année 1949.....	717	457	1.044	12	7.496	5.118	14.844
Moyenne mensuelle.....	60	38	87	1	625	426	1.237

(1) Non compris les dépenses diverses.
(2) Y compris les dépenses diverses.

C. — **DEPENSES DES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE** (en millions de francs).

Régime des fonctionnaires. — Assurance maladie.

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	TOTAL
Année 1948.....	745	405	972	657	473	9	3.261
Moyenne mensuelle.....	62	34	81	55	39	»	271
Année 1949:							
Janvier	77	32	108	45	38	»	300
Février	99	38	139	54	49	»	379
Mars	115	49	158	69	75	»	466
1er trimestre.....	291	119	405	168	162	»	1.145
Avril	101	49	140	65	60	»	415
Mai	99	55	139	69	74	»	436
Juin	98	58	140	75	82	»	453
2e trimestre.....	298	162	419	209	216	»	1.304
Juillet	89	51	125	75	82	»	422
Août	80	47	112	66	103	»	408
Septembre	83	48	121	59	132	»	443
3e trimestre.....	252	146	358	200	317	»	1.273
Octobre	88	52	138	64	110	1	453
Novembre	88	53	143	67	105	»	456
Décembre	104	62	172	82	150	»	570
4e trimestre.....	280	167	453	213	365	1	1.479
Année 1949.....	1.121	594	1.635	790	1.060	1	5.201
Moyenne mensuelle.....	93	50	136	66	88	»	433

D. — **DEPENSES DES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE** (en millions de francs).

Régime des fonctionnaires. — Assurance longue maladie.

	FRAIS MÉDICAUX	FRAIS CHIRURGICAUX	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION et A M G.	TOTAL
Année 1948.....	19	17	21	130	(1) 187 (2) 188
Moyenne mensuelle.....	2	1	2	11	16
Année 1949:					
Janvier	3	2	4	17	36
Février	3	3	4	22	32
Mars	4	3	6	39	42
1er trimestre.....	10	8	14	68	110
Avril	4	3	6	29	42
Mai	4	4	7	32	47
Juin	5	4	7	32	48
2e trimestre.....	13	11	20	93	137
Juillet	4	4	7	35	50
Août	4	4	7	35	50
Septembre	5	4	8	42	59
3e trimestre.....	13	12	22	112	159
Octobre	6	5	10	37	58
Novembre	5	5	10	46	66
Décembre	6	6	14	56	82
4e trimestre.....	17	16	34	139	206
Année 1949.....	53	47	90	412	602
Moyenne mensuelle.....	4	4	8	34	50

(1) Non compris les dépenses diverses.
(2) Y compris les dépenses diverses.

E. — **DEPENSES DES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE** (en millions de francs).

Régime des étudiants.

	ASSURANCE MALADIE						ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations servies aux étudiants.
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires.	Hospitalisation et A. M. G.	TOTAL			
1er trimestre	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avril	0,8	0,8	1,3	1,1	0,7	4,7	»	0,6	5,3
Mai	1,2	1	2,4	1,9	1	7,5	»	0,8	8,3
Juin	1,6	1,4	2,9	2,9	1,8	10,6	»	0,7	11,3
2e trimestre	3,6	3,2	6,6	5,9	3,5	22,8	»	2,1	24,9
Juillet	1,0	1,7	3,3	3,1	1,8	11,5	0,2	0,7	12,4
Août	1,1	1,4	2,3	1,7	2,3	8,8	0,4	0,9	10,1
Septembre	1,4	1,4	2,4	1,4	2,8	9,4	1	1,1	11,5
3e trimestre	4,1	4,5	8	6,2	6,9	29,7	1,6	2,7	34
Octobre	1,7	1,8	3,1	2,5	2,5	11,6	1,3	1	13,9
Novembre	1,7	1,9	4	2,8	2,6	13	1,9	0,8	15,7
Décembre	2,1	2,4	4,4	3,6	3,1	15,6	1,5	1,3	18,4
4e trimestre	5,5	6,1	11,5	8,9	8,2	40,2	4,7	3,1	48,0
Année 1949	13,2	13,8	26,1	21,0	18,6	92,7	6,3	7,9	106,9

b) *Maternité.*

Les dépenses de l'assurance maternité comportent:

1° La couverture des frais de soins de toute nature se rapportant à la période de grossesse, à l'accouchement et à ses suites;

2° Le montant d'une indemnité journalière versée à la femme assurée sociale pendant la période des couches (en principe 14 semaines) et correspondant à la moitié ou aux deux tiers du salaire perçu par l'intéressée. Le maximum de cette indemnité varie dans les mêmes conditions que celui de l'assurance maladie;

3° Des primes d'allaitement et des bons de lait dont les taux n'ont pas varié depuis le 1er octobre 1947.

Le nombre des naissances enregistrées en 1949 ayant été sensiblement le même que celui de l'année précédente, seuls les relèvements de tarifs et les hausses de salaires par rapport à 1948 ont pu influer sur le montant total des dépenses, qui se sont élevées à 10.176 millions. Les tableaux F et G donnent la ventilation de ces dépenses pour le régime général et celui des fonctionnaires. Les prestations servies aux étudiants figurent dans le tableau E.

F. — **DEPENSES DES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE** (en millions de francs).

Régime général. — Assurances maternité et décès et récapitulation.

	MATERNITÉ				DÉCÈS	TOTAL des prestations du régime général (1).
	PRESTATIONS en nature.	PRIMES d'allaitement et bons de lait.	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL		
Année 1948	3.182	2.162	2.093	7.437	1.090	67.751
Moyenne mensuelle	265	180	174	619	91	5.646
Année 1949:						
Janvier	239	154	178	571	112	6.507
Février	273	157	193	623	143	7.745
Mars	368	189	233	790	171	8.778
1er trimestre	880	500	604	1.984	426	23.030
Avril	357	169	219	745	146	7.499
Mai	659	175	231	1.065	154	8.508
Juin	349	179	234	762	141	7.757
2e trimestre	1.365	523	684	2.572	441	23.764
Juillet	365	161	218	744	136	7.804
Août	354	177	233	764	151	7.468
Septembre	390	189	234	813	152	8.333
3e trimestre	1.109	527	685	2.321	439	23.605
Octobre	484	166	211	881	161	8.978
Novembre	495	176	203	874	146	9.114
Décembre	652	192	215	1.059	183	10.844
4e trimestre	1.631	554	629	2.814	490	28.936
Année 1949	4.985	2.104	2.602	9.691	1.796	99.335
Moyenne mensuelle	415	175	217	807	150	8.278

(1) Assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.

G. — **DEPENSES DES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE** (en millions de francs).

Régime des fonctionnaires. — Assurance maternité et récapitulation.

	PRESTATIONS EN NATURE	PRIMES D'ALLAITEMENT et bons de lait.	TOTAL	TOTAL DES PRESTATIONS servies aux fonctionnaires (1).
Année 1948	199	151	350	3.799
Moyenne mensuelle	17	12	29	316
Année 1949:				
Janvier	17	11	28	354
Février	21	12	33	444
Mars	27	13	40	548
1er trimestre	65	36	101	1.346
Avril	24	12	36	493
Mai	27	13	40	523
Juin	29	13	42	543
2e trimestre	80	38	118	1.559
Juillet	25	12	37	509
Août	25	12	37	495
Septembre	30	14	44	546
3e trimestre	80	38	118	1.550
Octobre	28	14	42	553
Novembre	26	13	39	561
Décembre	44	15	59	711
4e trimestre	98	42	140	1.825
Année 1949	323	154	477	6.280
Moyenne mensuelle	27	13	40	523

(1) Assurances maladie, longue maladie et maternité.

c) *Invalidité.*

Les dépenses de l'assurance invalidité comprennent la charge des pensions d'invalidité servies aux assurés dont la capacité de travail est réduite des deux tiers par rapport à la normale.

Le taux minimum de la pension, qui était de 22.000 F au 1er janvier 1948, 29.000 F au 1er juillet 1948 et 34.000 F au 1er octobre 1948, est passé à 39.000 F au 1er avril 1949. Il est de 45.000 F depuis le 1er janvier 1950.

Par ailleurs, la loi du 24 février 1949 a prévu une revision des pensions, avec effet du 1er juillet 1948, qui doit s'effectuer en appliquant, au montant de la pension, deux coefficients dont l'un est fonction de l'année d'immatriculation de l'intéressé et l'autre de l'année d'entrée en jouissance de la pension.

Les pensions ainsi revalorisées ont été majorées de 17 p. 100 à compter du 1er janvier 1949, puis à nouveau de 15 p. 100 au 1er avril 1949. Une nouvelle revision sera effectuée en application de la loi du 3 février 1950 avec effet du 1er janvier 1950.

En 1949, les caisses régionales de sécurité sociale ont versé 7.469 millions de pensions d'invalidité.

Premier trimestre	1.090 millions.
Deuxième trimestre	1.758 —
Troisième trimestre	1.968 —
Quatrième trimestre	2.653 —
Total	7.469 millions.

d) *Décès.*

L'assurance décès couvre la charge d'un capital versé aux ayants droit de tout assuré qui décède. Ce capital est égal à trois mois de salaire dans les limites d'un minimum égal à 2.500 F et d'un maximum qui est passé de 57.000 F à 66.000 F au 1er mars 1949.

La charge de l'assurance décès représente 1.796 millions en 1949. Les dépenses mensuelles sont relevées dans le tableau F.

e) *Vieillesse.*

La charge supportée par la Caisse nationale de sécurité sociale comprend:

1° Les pensions de vieillesse versées aux assurés sociaux ou en cas de décès à leur conjoint survivant;

2° L'allocation attribuée à tous les vieux travailleurs salariés qui, en raison de leur âge et de la date récente d'entrée en application des assurances sociales, ne réunissent pas les conditions exigées pour avoir droit à la pension. Le taux de cette allocation a subi les modifications ci-après depuis le 1er janvier 1948.

LOI	DATE D'APPLICATION	MONTANT DE L'ALLOCATION				
		PARIS	VILLES de plus de 5.000 habitants.	VILLES de moins de 5.000 habitants.	MAJORATION pour conjoint à charge.	BONIFICATION pour enfants.
		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
7 janvier 1948	1er janvier 1948	25.000	22.000	19.000	5.000	2.000
23 août 1948	1er juillet 1948	32.000	29.000	26.000	(1) 5.000 (2) 14.500	2.600 (4) 2.900
24 février 1949	1er octobre 1948	37.000	34.000	31.000	(1) 5.000 (3) 19.200	3.100 (4) 3.400
13 juillet 1949	1er avril 1949	42.000	39.000	36.000	(1) 5.000 (2) 19.500	3.600 (4) 3.900
3 février 1950	1er janvier 1950	48.000	45.000	42.000	(1) 5.000 (2) 22.500	4.200 (4) 4.500

(1) Si le conjoint est âgé de moins de soixante-cinq ans.

(2) Si le conjoint est âgé de plus de soixante-cinq ans, moitié du taux de l'allocation des vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants (loi du 29 septembre 1948, art. 6).

(3) Si le conjoint est âgé de plus de soixante-cinq ans, taux de l'allocation temporaire aux vieux.

(4) 10 p. 100 du montant de l'allocation principale.

En raison de la date relativement récente des assurances sociales, aucun assuré ne se trouve actuellement dans les conditions pour pouvoir prétendre à une pension normale attribuée, en principe, après trente ans de cotisation. Aussi, jusqu'au 1er juillet 1948, toutes les pensions de vieillesse étaient-elles portées à soixante-cinq ans au taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. La loi du 23 août 1948 a accordé, à compter du 1er juillet 1948, de nouveaux avantages aux pensionnés en revalorisant leur pension compte tenu du nombre d'années de versement.

Les pensions ainsi revalorisées ont été majorées de 17 p. 100 à compter du 1er janvier 1949, puis à nouveau de 15 p. 100 au 1er avril 1949. Une nouvelle revision sera effectuée en application de la loi du 3 février 1950 avec effet du 1er janvier 1950.

La statistique des dépenses de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés a été établie à partir des états mensuels présentés à la caisse nationale de sécurité sociale en vue du remboursement des prestations payées. Le tableau II indique la ventilation de ces dépenses par mois et par catégories de prestations.

II. — DEPENSES EFFECTUEES AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE ET DE L'ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES

(en millions de francs) (1).

	ANNÉE 1948	JANVIER 1949	FÉVRIER 1949	MARS 1949	AVRIL 1949	MAI 1949	JUIN 1949	JUILLET 1949	AOUT 1949	SEPTEMBRE 1949	OCTOBRE 1949	NOVEMBRE 1949	DÉCEMBRE 1949	ANNÉE 1949
Pensions R. O. P., rentes, allocations, bonifications de la loi de 1910	22	2	3	2	3	3	3	4	3	2	4	6	3	38
Pensions A. S., rentes et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 octobre 1935	1.662	177	172	191	178	176	190	176	181	196	212	238	298	2.385
Pensions revisées à soixante-cinq ans (assurés sociaux)	19.077	2.047	3.105	2.356	2.621	3.398	2.790	2.186	3.748	2.882	2.984	4.192	3.090	35.893
Allocations aux vieux travailleurs salariés	21.027	2.121	2.231	2.990	3.267	3.078	2.752	2.442	3.021	3.586	2.282	3.034	2.955	34.759
Allocations aux mères de cinq enfants	997	107	129	173	195	196	225	145	191	245	231	258	232	2.327
Pensions de réversion	251	53	67	59	66	68	76	65	75	104	92	92	91	908
Secours viager	354	33	56	58	50	73	69	47	72	54	59	83	67	721
Capitaux réservés R. O. P. et A. S.	21	1	1	2	1	2	1	3	2	1	2	1	1	18
Remboursements de cotisations	39	18	41	60	58	71	65	39	67	71	59	63	114	726
Allocations différentielles et diverses	64	11	6	10	6	9	6	4	4	4	4	6	5	73
Total	43.514	4.564	5.811	5.901	6.445	7.074	6.476	5.111	7.364	7.145	6.929	7.973	6.855	77.348
Opérations effectuées par les directions régionales et la caisse nationale de sécurité sociale (2)	2.459													
Versements à la caisse centrale agricole	1.471													
Total général	47.444	16.276			19.695			19.620			21.757			77.348

(1) Statistique établie à partir des états mensuels présentés à la caisse nationale de sécurité sociale en vue du remboursement des dépenses. Les frais de gestion administrative ne sont pas compris.
(2) Allocations aux vieux travailleurs salariés, allocations aux mères de cinq enfants, secours viager.

Au total, ces dépenses ont représenté 77.348 millions en 1949. Mais il y aurait lieu de leur ajouter, d'une part, les remboursements au régime agricole, et, d'autre part, la charge des allocations temporaires dont bénéficient les conjoints sans activité professionnelle des travailleurs salariés, qui doit incomber au régime général des professions non agricoles, en exécution de l'article 3 de la loi du 4 septembre 1947.

En 1949, la Caisse nationale de sécurité sociale a effectué pour un montant de 1.087 millions de remboursements au régime agricole, la caisse centrale autonome de retraites mutuelles agricoles procédant, pour le compte de la Caisse nationale, au payement des allocations aux vieux travailleurs salariés de l'agriculture et des rentes acquises, au titre des retraites ouvrières et paysannes, par des assurés sociaux agricoles. En fait, cette dépense n'a pas fait l'objet d'un versement effectif de la Caisse nationale; elle est venue en atténuation d'une dette de 4.309 millions du régime agricole à l'égard du régime général.

La charge à supporter par le régime général au titre des conjoints de salariés ne sera connue avec précision que lorsque sera achevé le rattachement des bénéficiaires de l'allocation temporaire à l'une des caisses instituées en application de la loi du 17 janvier 1948 ou à l'un des régimes de salariés. Toutefois, on peut indiquer que la Caisse nationale de sécurité sociale a avancé les sommes nécessaires au payement par les directions régionales de la sécurité sociale et les caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, d'un certain nombre d'allocations temporaires. Ces sommes se sont élevées à 1.521 millions en 1948 et 5.604 millions en 1949. En outre, la Caisse nationale a versé au Trésor une somme de 1.500 millions en février 1949. Rappelons que le taux mensuel de l'allocation temporaire, qui était de 1.600 F depuis le 1er octobre 1948, est passé à 1.750 F au 1er janvier 1950.

En ce qui concerne les dépenses de l'assurance vieillesse, il convient enfin de remarquer qu'en raison de l'important travail exigé par les revalorisations et relèvements successifs des pensions et allocations (quatre en deux ans), les caisses d'assurance vieillesse n'avaient pas achevé, à la fin de 1949, les revisions qui leur incombaient et que, par suite, leurs dépenses de 1949 ont été inférieures à ce qu'elles auraient dû être.

2° Action sanitaire et sociale et contrôle médical

Comme il a été dit plus haut, il n'est pas possible de ventiler entre les trois législations les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical et ces dépenses feront l'objet du chapitre IV du présent bilan.

Néanmoins, il est nécessaire d'indiquer au chapitre « assurances sociales » les prélèvements effectués en application des arrêtés de ventilation.

Depuis le 1er janvier 1949, les caisses primaires et régionales doivent tenir un compte de contrôle médical distinct de l'action sanitaire et sociale proprement dite. Elles se voient attribuer, de ce fait, des ressources spéciales.

En 1949, 0,85 p. 100 des cotisations du régime général ont été affectées à l'action sanitaire et 0,90 p. 100 au contrôle médical. Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations des régimes divers.

Au total, les prélèvements de l'année peuvent être ainsi retenus:

Action sanitaire et sociale	1.825 millions.
Contrôle médical	1.930 —

Portés en dépenses au chapitre « assurances sociales », ces prélèvements sur cotisations sont relevés en recettes au chapitre « action sanitaire et sociale et contrôle médical ».

3° Gestion administrative

Les dépenses administratives des caisses de sécurité sociale sont indiquées ci-après:

Caisses primaires de sécurité sociale	10.859 millions.
Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne	505 —
Caisses régionales de sécurité sociale	1.709 —
Caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	2.718 —

Ces dépenses comprennent les frais de premier établissement, amortis ou non au cours de l'année.

Les dépenses des caisses primaires et des caisses régionales étant communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, elles ont été ventilées forfaitairement entre les deux législations dans le rapport de 5 à 1 en ce qui concerne les caisses primaires et de 3 à 2 en ce qui concerne les caisses régionales.

Les dépenses de l'union de la région parisienne ont été réparties au prorata des cotisations encaissées par cet organisme au titre de chaque législation. Cette répartition est la suivante: assurances sociales, 256 millions; accidents du travail, 34 millions; allocations familiales (salariés), 215 millions.

On obtient alors, à la charge des assurances sociales:

Caisses primaires et union de la région parisienne.	9.302	millions.
Caisses régionales	1.025	—
Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	2.718	—

4° Dépenses diverses

Les dépenses relevées sous cette rubrique comprennent:

a) Les dépenses des services administratifs de la caisse nationale de sécurité sociale, les frais de fonctionnement de la direction générale et des directions régionales de la sécurité sociale qui doivent être remboursés à l'Etat par la caisse nationale de sécurité sociale, le forfait prévu au titre de la franchise postale;

b) Les frais entraînés par l'élection des conseils d'administration des caisses, les dépenses afférentes au contentieux;

c) Les frais de mandat des caisses vieillesse, les frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude au travail ou d'invalidité, une subvention à l'institut national de la statistique pour frais d'immatriculation.

Les dépenses visées à l'alinéa *a*) effectuées au titre de 1949 et les dépenses de l'alinéa *b*) constatées en 1949 sont réparties entre les trois fonds nationaux des assurances sociales, des prestations familiales et des accidents du travail proportionnellement aux coefficients 7,5 à 1.

Les premières de ces dépenses sont réparties entre les trois fonds nationaux proportionnellement aux coefficients 5,4 et 1 si elles ont été effectuées au titre de l'exercice 1948.

Les dépenses visées à l'alinéa *c*) incombent en totalité au fonds national des assurances sociales.

Les dépenses communes aux trois fonds effectuées en 1949 sont relevées ci-après (en millions de francs).

1. — Dépenses à ventiler proportionnellement aux coefficients 5,4 et 1:	
Forfait postal (exercice 1948)	355,1
2. — Dépenses à ventiler proportionnellement aux coefficients 7,5 et 1:	
Services administratifs de la caisse nationale	100,6
Frais de fonctionnement des services de la direction générale et des directions régionales	596,7
Forfait postal	1.200
Frais des élections d'avril 1947	4,5
Frais de contentieux	10,8
Total	1.912,6

La ventilation de ces dépenses entre les trois fonds donne les résultats suivants:

Assurances sociales	1.207,4
Prestations familiales	877,7
Accidents du travail	132,6

Au total, les dépenses diverses supportées en 1949 par le fonds national des assurances sociales peuvent être ainsi récapitulées:

Participation aux dépenses communes	1.207,4
Frais de mandat des caisses vieillesse	238,1
Frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude et d'invalidité	17,8
Opérations d'immatriculation	19,5
Total	1.482,8

En ce qui concerne les dépenses de la direction générale et des directions régionales de la sécurité sociale, il faut noter que le total des remboursements de la caisse nationale à l'Etat s'est élevé à 1.086 millions au titre de l'exercice 1949, quelle que soit la date de ces remboursements.

Le chiffre prévu au budget de l'Etat, pour l'exercice 1949, est de 795 millions.

Le tableau I constitue une récapitulation des opérations effectuées en 1949 au titre des assurances sociales. Il contient également les résultats rectifiés de l'année 1948.

I. — **RECAPITULATION ASSURANCES SOCIALES** (en millions de francs)

	1948 (Résultats rectifiés.)	1949 (Résultats provisoires.)
Recettes.		
Cotisations du régime général	167.485	207.039
Cotisations des régimes divers	1.692	4.120
Cotisations des fonctionnaires	3.180	5.150
Cotisations des étudiants	»	24
Contribution de l'Etat au régime des étudiants	»	300
Versements du régime agricole	359	»
	172.716	216.633
Dépenses.		
Maladie	55.110	78.298
Longue maladie	7.563	15.452
Maternité	7.787	10.176
Invalidité	3.463	7.469
Décès	1.090	1.796
Gestion administrative:		
Caisses primaires	8.294	9.302
Caisses régionales	944	1.025
Assurance vieillesse et allocation aux vieux travailleurs salariés	47.444	77.348
Gestion administrative des caisses vieillesse	2.234	2.718
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	3.076	1.825
Contrôle médical (crédits ouverts)		1.930
Dépenses diverses	1.858	1.483
Total des dépenses	138.863	208.822
Remboursements à l'assurance vieillesse agricole	»	1.087
Allocation temporaire	1.521	7.104
Total	140.384	217.013
Prestations versées aux fonctionnaires et aux étudiants comprises dans les dépenses ci-dessus:		
Fonctionnaires:		
Maladie	3.261	5.201
Longue maladie	188	602
Maternité	350	477
Total	3.799	6.280
Etudiants:		
Maladie	»	93
Longue maladie	»	6
Maternité	»	8
Total	»	107

II. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les organismes de sécurité sociale assument la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles depuis le 1er janvier 1947.

Le champ d'application de l'assurance des accidents du travail diffère quelque peu de celui des assurances sociales. En effet, un certain nombre de salariés appartenant, soit à des administrations de l'Etat ou des collectivités locales, soit à des entreprises d'intérêt public, ne relèvent pas pour les accidents du travail des organismes de sécurité sociale, alors qu'ils y sont rattachés au titre des assurances sociales.

A — RECETTES

Les ressources de l'assurance des accidents du travail proviennent d'une cotisation incombant exclusivement aux employeurs et qui varie suivant les catégories professionnelles et suivant les entreprises.

Le taux moyen de la cotisation s'établit à 3 p. 100.

Les encaissements de l'année 1949 se sont élevés à 32.800 millions. Ils sont relevés ci-dessous par mois (en millions de francs):

Janvier	2.788	Juillet	2.632
Février	2.763	Août	2.677
Mars	2.658	Septembre	2.527
Premier trimestre	8.209	Troisième trimestre	7.836
Avril	2.550	Octobre	3.849
Mai	2.707	Novembre	2.610
Juin	2.407	Décembre	2.701
Deuxième trimestre	7.664	Quatrième trimestre	9.160

Ces résultats comprennent les taxes versées à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés à l'article 83 de la loi

du 30 octobre 1946 par les collectivités et entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail. Les encaissements de ces taxes se sont élevés en 1949 à 986 millions, dont 905 millions versés en octobre par la Société nationale des chemins de fer français.

Pour obtenir les recettes totales de l'assurance des accidents du travail, il y a lieu d'ajouter aux encaissements des caisses primaires de sécurité sociale le produit des taxes sur primes d'assurances « accidents du travail » versées à la caisse des dépôts et consignations, soit 608 millions au fonds de majoration des rentes et 40 millions au fonds de solidarité des employeurs pour la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre.

B. — DEPENSES

1° PRESTATIONS LÉGALES

a) Les caisses primaires assument la charge de l'incapacité temporaire: frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et indemnités journalières; elles supportent également les frais funéraires en cas d'accident suivi de mort, la fourniture, la réparation et le renouvellement gratuits des appareils de prothèse et d'orthopédie, les dépenses relatives à la réadaptation fonctionnelle et la récupération professionnelle des accidentés.

J. — **DEPENSES DES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE** (en millions de francs).

Accidents du travail (incapacité temporaire).

MOIS	FRAIS MÉDICAUX	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques	HOSPITALISATION	APPAREILS orthopédie. lunettes.	PROTHÈSE et soins dentaires	FRAIS funéraires.	INDEMNITÉS journalières.	RÉADAPTATION fonctionnelle, rééducation.	FRAIS d'enquêtes.	DIVERS	TOTAL
Année 1948.....	935,8	309,1	475,3	604,4	19,8	11,2	17,2	5.751,6	»	26,2	»	8.150,6
Année 1949:												
Janvier	75,7	27	34,8	94,9	3,1	1,2	1,6	535,1	0,8	1,3	1,5	777
Février	98,7	31,8	52	62,3	3,9	1,3	1,5	545,5	1,2	1,9	1,4	801,5
Mars	118,6	39,7	70,7	108,4	3,7	1,4	2,2	619,4	1,4	1,6	2,5	969,6
1er trimestre.....	293	98,5	157,5	265,6	10,7	3,9	5,3	1.700	3,4	4,8	5,4	2.548,1
Avril	102,5	32,4	57,7	123,7	2,9	1,4	1,5	576,3	1,5	1,3	1,6	902,8
Mai	107,4	34,6	68,8	96	3,7	1,9	1,5	583,9	1,9	1,3	1,7	902,7
Juin	108,6	32,9	63,6	78,2	3,4	1,5	1,9	583,5	3,5	1,2	1,5	879,8
2e trimestre.....	318,5	99,9	190,1	297,9	10	4,8	4,9	1.743,7	6,9	3,8	4,8	2.685,3
Juillet	99,6	30,7	59,7	111,2	3	1,8	2,1	580,6	4,2	1	1,4	895,3
Août	92	29,8	51,3	89,7	2,9	1,4	2,1	633,4	1,9	0,9	1,8	907,2
Septembre	108,3	35,1	71,8	80,4	3,4	1,2	2,9	624,5	1,7	1,2	1,9	932,4
3e trimestre.....	299,9	95,6	182,8	281,3	9,3	4,4	7,1	1.838,5	7,8	3,1	5,1	2.734,9
Octobre	133,4	42,5	74,9	157,1	3,7	1,6	2,4	626,1	4,1	1,3	1,5	1.048,6
Novembre	126	40,5	75,4	94,1	4	2	2,2	630	2,1	0,3	1,7	978,3
Décembre	159	50,3	98,6	205,5	4,1	2	2,9	697	4,8	1,5	4,7	1.230,4
4e trimestre.....	418,4	133,3	248,9	456,7	11,8	5,6	7,5	1.953,1	11	3,1	7,9	3.257,3
Année 1949.....	1.329,8	427,3	779,3	1.301,5	41,8	18,7	24,8	7.235,3	29,1	14,8	23,2	11.225,6

Au total, les caisses primaires ont supporté en 1949 une charge globale de 11.226 millions, dont 7.235 millions au titre des indemnités journalières. La répartition de ces dépenses entre les catégories de prestations est donnée, par mois, dans le tableau J.

b) Les caisses régionales versent les rentes d'incapacité permanente pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947. En 1949, elles ont payé 2.063 millions d'arrérages.

De plus, elles sont chargées de promouvoir et coordonner dans la région la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les dépenses effectuées à ce titre se sont élevées à 692 millions, y compris la participation aux services de soins d'urgence fonctionnant dans les entreprises (frais de fonctionnement des services médicaux d'entreprise excédant ceux du service médical du travail, fourniture de matériel de secours d'urgence).

Les dépenses des caisses régionales sont relevées ci-après par trimestre (en millions de francs):

	RENTES	AUTRES dépenses.	TOTAL
1er trimestre.....	258	151	409
2e trimestre.....	311	181	492
3e trimestre.....	436	161	597
4e trimestre.....	1.058	199	1.257
Année 1949.....	2.063	692	2.755

Le fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles géré par la caisse nationale de sécurité spéciale doit rembourser aux caisses régionales la moitié environ des dépenses effectuées par ces organismes au titre de la prévention. Ces remboursements ne s'effectueront qu'au cours de l'année 1950 et, de ce fait il n'est pas possible actuellement de connaître avec précision la charge qui incombera en définitive aux caisses régionales. Dans le tableau K, cette charge a été évaluée à la moitié des dépenses constatées, soit 346 millions.

Le montant des arrérages de rentes payés accuse une progression très nette à chaque trimestre, mais il faut noter que les dépenses d'incapacité permanente n'atteindront leur maximum qu'après une quinzaine d'années de fonctionnement du nouveau régime.

L'augmentation du montant des rentes versées au cours du quatrième trimestre est due non seulement à l'accroissement du nombre des rentes servies mais aussi aux majorations consécutives à l'application de la loi du 2 août 1949. Cette loi a notamment porté le salaire minimum servant au calcul des rentes de 90.000 à 180.000 F lorsque la réduction de capacité de travail est au moins égale à 10 p. 100 et relevé l'allocation pour aide d'une tierce personne qui ne peut être inférieure désormais à 120.000 F. Les dispositions étant applicables à compter du 1er septembre 1948, les caisses régionales ont dû procéder à une revision de toutes les rentes servies.

Le nombre total d'arrérages de rentes servis par les caisses régionales au 31 décembre de chaque année est indiqué ci-après:

	31 DÉCEMBRE 1947.	31 DÉCEMBRE 1948.	31 DÉCEMBRE 1949.
Ensemble des départements à l'exclusion du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.....	10.253	48.886	110.409
Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.....	16.174	16.932	18.932

Les renseignements concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ont été isolés, la caisse régionale de Strasbourg gérant le risque accidents du travail depuis de longues années;

c) Des majorations destinées à mettre les rentes en harmonie avec le coût de la vie sont versées par le fonds de majoration des rentes géré par la caisse des dépôts et consignations:

1° Aux titulaires de rentes liquidées par les compagnies d'assurances pour les accidents survenus sur le territoire métropolitain avant le 1er janvier 1947;

2° Aux titulaires de rentes se rapportant aux accidents survenus en Algérie, où subsiste l'ancienne législation des accidents du travail. Le fonds de majoration ne discrimine pas les opérations afférentes à la métropole de celles concernant l'Algérie. Il en résulte que les majorations correspondant aux accidents survenus en Algérie sont comprises dans les dépenses du fonds de majoration et que les taxes perçues par les compagnies d'assurances qui couvrent le risque en Algérie sont incluses dans les recettes indiquées plus haut (versements à la caisse des dépôts et consignations).

En ce qui concerne les accidents survenus dans les professions non agricoles, sur le territoire métropolitain, le fonds de majoration était alimenté jusqu'au 1er janvier 1947 par des taxes versées par les employeurs. Depuis cette date, c'est la caisse nationale de sécurité sociale qui en assure l'alimentation.

Le rajustement des rentes liquidées par les caisses régionales pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947 incombe à ces organismes.

Les dépenses effectuées en 1949 par le fonds de majoration des rentes se sont élevées à 11.108 millions, compte non tenu des restes à payer au 31 décembre 1949. Rappelons que la dernière majoration a été déterminée par la loi du 2 août 1949. La caisse nationale de sécurité sociale a versé 13.500 millions en 1949 à la caisse des dépôts et consignations pour l'alimentation du fonds de majoration. Le nombre des bénéficiaires de majorations servies par la caisse des dépôts et consignations s'élevait à environ 378.000 au 31 décembre 1949.

Le fonds de solidarité assure la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre. Les dépenses de l'année 1949 représentent 225 millions.

2° Action sanitaire et sociale. — Contrôle médical Fonds national de prévention

Des prélèvements sur les cotisations « accidents du travail » sont effectués au titre de l'action sanitaire et sociale, du contrôle médical et du fonds de prévention des accidents du travail géré par la caisse nationale de sécurité sociale.

Ces prélèvements sont indiqués ci-après pour l'année entière. Ils ne portent pas sur les taxes versées par les collectivités et entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail.

Action sanitaire et sociale: 3 p. 100 des cotisations soit, 957 millions.

Contrôle médical: 2 p. 100 des cotisations soit, 638 millions.

Fonds de prévention: 5 p. 100 des cotisations soit, 1.594 millions.

Les dépenses effectives du fonds de prévention ont été de 27 millions en 1949, compte non tenu de la charge d'une fraction des dépenses effectuées en 1949 par les caisses régionales au titre de la prévention, dont le remboursement n'interviendra qu'au cours de l'année 1950. Cette charge a été évaluée plus haut à 346 millions. Indiquons, par ailleurs, que la fraction des cotisations affectée au fonds de prévention a été ramenée de 5 à 1 p. 100 à compter du 1er avril 1950.

3° Gestion administrative

Les dépenses administratives, ventilées comme il a été dit au chapitre « assurances sociales », peuvent être ainsi retenues:

Caisses primaires et union pour le recouvrement de la région parisienne, 1.843 millions.
Caisses régionales, 684 millions.

4° Liquidation de l'ancien régime

La loi du 3 juillet 1947 a déterminé les bases de calcul des indemnités allouées aux agents et courtiers d'assurances, du fait du transfert aux organismes de sécurité sociale de la gestion des risques d'accidents du travail. Cette loi avait prévu une annuité de 475 millions pendant dix ans.

Du fait de l'escompte des indemnités, la caisse nationale de sécurité sociale a dépensé à ce titre, en 1949, 1.052 millions.

Par ailleurs, le décret du 12 octobre 1948 a fixé le taux des allocations forfaitaires prévues aux articles 6 et 9 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, dues par la caisse nationale de sécurité sociale aux compagnies d'assurances.

La dépense totale, effectuée en 1949, s'est élevée à 1.288 millions.

5° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des accidents du travail comprennent, d'une part, une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations et, d'autre part, la charge du reclassement des agents des caisses, soit, respectivement, 183 et 89 millions.

Le tableau K donne la récapitulation des opérations effectuées en 1948 et 1949 au titre des accidents du travail.

K. — RECAPITULATION ACCIDENTS DU TRAVAIL

(en millions de francs).

	1948 (Résultats rectifiés.)	1949 (Résultats provisoires.)
Recettes.		
Cotisations	29.500	32.869
Produit des taxes versées à la caisse des dépôts et consignations:		
Fonds de majoration	1.812	608
Fonds de solidarité	238	40
	31.550	33.517
Dépenses.		
Incapacité temporaire (caisses primaires)	8.151	11.226
Rentes d'incapacité permanente (caisses régionales)	689	2.063
Autres dépenses des caisses régionales	335	346
Fonds de majoration des rentes	5.597	11.108
Fonds de solidarité	300	225
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	1.475	957
Contrôle médical (crédits ouverts)		638
Fonds de prévention (crédits ouverts)	1.475	1.594
Gestion administrative:		
Caisses primaires	1.646	1.843
Caisses régionales	629	684
Indemnités aux agents et courtiers d'assurances	588	1.052
Allocations forfaitaires aux compagnies d'assurances	»	1.288
Dépenses diverses	288	272
Total	21.173	33.296

III. — PRESTATIONS FAMILIALES

La législation des prestations familiales couvre l'ensemble de la population. Toutefois, les caisses d'allocations familiales du régime général n'ont la charge que des prestations à servir aux salariés, aux employeurs, aux travailleurs indépendants des professions non agricoles et aux personnes sans activité professionnelle, à l'exclusion des bénéficiaires de régimes spéciaux.

En ce qui concerne les salariés, le champ d'application des prestations familiales du régime général est moins étendu que celui des assurances sociales du fait notamment que les prestations dues aux agents de l'Etat, qu'ils soient titulaires ou auxiliaires, sont directement à la charge du budget.

Par contre, les caisses d'allocations familiales étendent leur action au delà de celle des caisses de sécurité sociale du fait qu'elles englobent des éléments non salariés de la population.

Au 31 décembre 1948, les caisses d'allocations familiales servaient des prestations à 2.134.000 familles pour 4.360.000 enfants.

Pour apprécier les résultats financiers du régime général des prestations familiales, il est nécessaire de distinguer nettement le régime des salariés et celui des travailleurs indépendants.

SALARIES

A. — RECETTES

La cotisation due à la section « salariés » des caisses d'allocations familiales est à la charge exclusive de l'employeur. Son taux est de 16 p. 100 depuis le 1er octobre 1948. Le plafond des salaires dans la limite duquel elle s'applique est le même que celui des assurances sociales et des accidents du travail.

Les caisses d'allocations familiales ont encaissé au total, en 1949, 191.498 millions au titre des salariés. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions) :

Janvier	17.595	Juillet	16.479
Février	15.993	Août	15.299
Mars	14.983	Septembre	14.738
Premier trimestre....	48.571	Troisième trimestre..	46.516
Avril	15.576	Octobre	18.819
Mai	16.122	Novembre	15.458
Juin	14.250	Décembre	16.186
Deuxième trimestre..	45.948	Quatrième trimestre.	50.463

Le produit de la majoration de 1 pour 1000 par jour de retard s'est élevé, en 1949, à 317 millions pour l'ensemble des cotisations d'allocations familiales (sections « salariés » et « travailleurs indépendants »). Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est affecté en totalité au compte de gestion administrative des caisses d'allocations familiales.

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les prestations légales, allocations prénatales, allocations de maternité, allocations de salaire unique, allocations familiales proprement dites, congés de naissance, sont calculées par rapport à un salaire de base variable suivant les zones de salaires.

Le salaire mensuel de base est fixé à 12.000 F dans le département de la Seine, depuis le 1er septembre 1948. Dans les autres départements, il subit l'abattement applicable aux salaires.

En plus des allocations déterminées en appliquant au salaire de base les taux fixés par la loi du 22 août 1946, les travailleurs salariés bénéficient d'une majoration uniforme de 650 F pour le deuxième enfant à charge et de 1.000 F pour chaque enfant à charge à partir du troisième. Cette majoration mensuelle, versée à compter du 1er septembre 1948, est destinée à compenser les avantages fiscaux dont bénéficiaient les travailleurs salariés antérieurement à cette date, en matière d'impôt cédulaire, du fait de leurs charges de famille.

La loi du 1er septembre 1948 a supprimé, à compter du 1er janvier 1949, les allocations de salaire unique versées pour les enfants uniques à charge âgés de plus de dix ans n'ouvrant pas droit à l'allocation au taux de 20 p. 100. Les sommes rendues disponibles par cette modification de la loi du 22 août 1946 doivent être consacrées, à titre provisoire, au financement des allocations de logement. Au 1er janvier 1949, 80.000 allocataires environ ont été atteints par cette suppression, et l'économie mensuelle réalisée représentait 88 millions de francs. Le montant des allocations de logement versées par les caisses d'allocations familiales en 1949 a été négligé dans ce bilan provisoire en raison de sa faible importance.

La majoration de prime dont ont bénéficié les travailleurs salariés bénéficiaires des prestations familiales, en application de l'arrêté interministériel du 3 novembre 1949, n'a pas été versée par les caisses d'allocations familiales, mais par les employeurs. Cette majoration, unique et exceptionnelle, était égale à 20 p. 100 des prestations familiales (à l'exception des allocations prénatales) perçues au titre du mois d'octobre 1949.

La loi du 7 juillet 1948 avait modifié sensiblement les conditions d'ouverture du droit aux allocations de maternité. Une nouvelle modification a été apportée à la loi du 22 août 1946 par la loi du 2 août 1949, agissant rétroactivement à compter du 1er janvier 1949. Désormais, l'allocation de maternité est acquise sans condition de délai pour toutes les naissances lorsque la mère n'a pas dépassé l'âge de vingt-cinq ans au jour de la naissance.

Le tableau L donne le détail des prestations versées au cours de l'année 1949 aux salariés et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

L. — **DEPENSES DES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES** (en millions de francs).

Prestations légales servies par les sections « salariés ».

	1er TRIMESTRE 1949	2e TRIMESTRE 1949	3e TRIMESTRE 1949	4e TRIMESTRE 1949	ANNÉE 1949 (En millions.)	ANNÉE 1949 (En pourcentage.)
Salariés.						
Allocations prénatales	2.535	2.678	2.640	2.659	10.512	6,3
Allocations de maternité	1.915	2.083	2.141	2.134	8.273	5
Allocations familiales	17.911	18.820	18.716	19.382	74.829	45,2
Allocations de salaire unique	17.050	17.889	17.999	18.541	71.479	43,1
Congés de naissance	142	158	145	165	610	0,4
Total	39.553	41.628	41.641	42.881	165.703	100
Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.						
Allocations prénatales	61	61	64	72	258	3,7
Allocations de maternité	119	118	134	145	516	7,4
Allocations familiales	814	757	884	1.102	3.557	50,7
Allocations de salaire unique	627	567	660	826	2.680	38,2
Total	1.621	1.503	1.742	2.145	7.011	100

La charge des prestations payées à la population inactive est supportée par la section « salariés » des caisses, à l'exception des allocations de maternité, qui doivent être remboursées par le ministère de la santé publique. Ces prestations doivent donc être incorporées aux prestations versées aux salariés, après déduction des remboursements effectués en 1949 par le ministère de la santé publique, qui se sont élevés à 277 millions. Les dépenses de la section « salariés » deviennent alors les suivantes :

Allocations prénatales	10.770 millions.
Allocations de maternité	8.512 —
Allocations familiales	78.386 —
Allocations de salaire unique	74.159 —
Congés de naissance	610 —
Total	172.437 millions.

2° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué au titre de l'action sanitaire et sociale représente :

a) Au profit des caisses d'allocations familiales, 3,5 p. 100 des prestations, soit 6.035 millions ;

b) Au profit de la caisse nationale de sécurité sociale, 0,25 p. 100 des cotisations, soit 479 millions.

3° Gestion administrative

Les dépenses de gestion administrative des caisses d'allocations familiales se sont élevées en 1949 à 5.017 millions. Ces dépenses, communes aux sections « salariés » et « travailleurs indépendants », peuvent être ventilées au prorata des prélèvements effectués sur les cotisations, au titre de la gestion administrative. On obtient alors 4.515 millions à imputer aux sections « salariés » et 502 millions aux sections « travailleurs indépendants ».

Par ailleurs, il convient d'ajouter aux sections « salariés » une partie des dépenses de l'union pour le recouvrement de la région parisienne (215 millions).

Dans ces conditions, on peut retenir au titre de la section « salariés » 4.730 millions de dépenses administratives.

4° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à supporter au titre de 1949 par le fonds national des prestations familiales doivent être réparties entre la section des salariés et la section des travailleurs indépendants proportionnellement aux coefficients 19 et 1. Les sommes obtenues par cette ventilation sont, respectivement, 834 et 44 millions.

EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

A. — RECETTES

Les recettes des sections « travailleurs indépendants et employeurs » proviennent des cotisations des intéressés.

Depuis le 1er octobre 1948, ces cotisations sont assises sur le revenu professionnel. Elles ne peuvent être inférieures à des cotisations minima déterminées par arrêté.

A compter du 1er octobre 1949 les tranches de revenus ont été modifiées et le maximum de la cotisation annuelle est passé de 20.000 à 42.000 F.

Au total, les caisses d'allocations familiales ont encaissé en 1949, 8.555 millions au titre des employeurs et des travailleurs indépendants:

Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions):

Janvier	429	Juillet	982
Février	531	Août	563
Mars	518	Septembre	606
Premier trimestre	1.478	Troisième trimestre	2.151
Avril	927	Octobre	1.221
Mai	624	Novembre	738
Juin	582	Décembre	824
Deuxième trimestre	2.133	Quatrième trimestre	2.793

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les employeurs et les travailleurs indépendants bénéficient des allocations prénatales, des allocations de maternité et des allocations familiales proprement dites calculées à partir d'un salaire de base variable avec les zones de salaires.

En raison de l'insuffisance des recettes, ces salaires de base n'ont pas subi les mêmes relèvements que ceux de la section « salariés ». Le salaire de base du département de la Seine est demeuré à 6.250 F, du 1er juillet 1947 au 30 septembre 1949.

La loi du 2 août 1949 a posé le principe de l'identité du salaire de base des allocations familiales dues aux travailleurs indépendants et employeurs et de celui des allocations familiales des salariés. Cependant, cette disposition ne sera applicable qu'ultérieurement.

Provisoirement, et dès lors qu'il sera constaté que les cotisations effectivement encaissées permettent d'assurer le relèvement des allocations familiales dues aux travailleurs indépendants et employeurs, celles-ci seront calculées dans le département de la Seine sur une base mensuelle fixée par un arrêté.

L'arrêté du 13 février 1950 pris en application de la loi du 2 août 1949 a fixé ledit salaire de base à 7.500 F à compter du 1er octobre 1949. De ce fait les caisses d'allocations familiales verseront en 1950 des rappels au titre du quatrième trimestre 1949.

Les prestations légales servies aux travailleurs indépendants et employeurs au cours de l'année 1949 se sont élevées au total de 8.886 millions. Elles se décomposent comme suit:

Allocations prénatales	603	millions.
Allocations de maternité	675	—
Allocations familiales	7.608	—

Le tableau M donne la répartition de ces dépenses par trimestre:

M. — **DEPENSES DES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES** (en millions de francs).

Prestations légales servies par les sections « travailleurs indépendants et employeurs ».

	1er TRIMESTRE	2e TRIMESTRE	3e TRIMESTRE	4e TRIMESTRE	ANNÉE 1949	
					En millions.	En pourcentage.
Travailleurs indépendants.						
Allocations prénatales	121	113	102	97	433	7,6
Allocations de maternité	134	126	120	115	495	8,7
Allocations familiales	1.146	1.228	1.170	1.210	4.754	83,7
Total	1.401	1.467	1.392	1.422	5.682	100
Employeurs.						
Allocations prénatales	47	45	39	39	170	5,3
Allocations de maternité	48	46	43	43	180	5,6
Allocations familiales	694	721	710	729	2.854	89,1
Total	789	812	792	811	3.204	100

2° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué, au titre de l'action sanitaire et sociale représente 2 p. 100 des prestations, soit 178 millions, au profit des caisses d'allocations familiales, et 0,1 p. 100 des cotisations, soit 8 millions, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

3° Gestion administrative et dépenses diverses

Ventilées comme il a été dit au chapitre « prestations familiales des salariés », les dépenses administratives et les dépenses diverses peuvent être ainsi retenues au titre de la section des travailleurs indépendants:

Gestion administrative	502	millions.
Dépenses diverses	44	—

Le tableau N récapitule les recettes et les dépenses effectuées, en 1948 et 1949, au titre des prestations familiales. La différence que l'on peut constater dans les cotisations aux sections « salariés » entre les statistiques rectifiées de 1948 et les résultats publiés dans le rapport du 4 mai 1949 proviennent essentiellement de la prise en compte, dans le relevé statistique de fin d'année, du fonds de roulement de la caisse centrale d'allocations familiales de la région parisienne remboursé aux employeurs et porté en atténuation de cotisations dues par ceux-ci pour leurs salariés.

N. — **RECAPITULATION PRESTATIONS FAMILIALES** (en millions de francs).

1° Salariés

	1948 Résultats rectifiés	1949 Résultats provisoires.
Recettes.		
Cotisations	127.915	191.498
Dépenses.		
Prestations légales	124.913	172.437
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	6.266	6.514
Gestion administrative	4.253	4.730
Dépenses diverses	984	834
Total	136.416	184.515

2° Employeurs et travailleurs indépendants

	1948 Résultats rectifiés	1949 Résultats provisoires.
Recettes.		
Cotisations	5.089	8.555
Dépenses.		
Prestations légales	10.001	8.886
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	205	186
Gestion administrative	253	502
Dépenses diverses	»	44
Total	10.459	9.618

IV. — ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

Les opérations effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical sont indiquées dans le tableau O. On a porté en recettes les prélèvements sur cotisations relevés en dépenses en assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales.

En 1949, les caisses primaires ont dépensé effectivement 1.735 millions, les caisses régionales 4.619 millions, les caisses d'allocations familiales 5.829 millions et la caisse nationale de sécurité sociale 598 millions.

Les dépenses des caisses primaires se décomposent ainsi par mois (en millions de francs).

	ACTION sanitaire et sociale.	CONTROLE médical.		ACTION sanitaire et sociale.	CONTROLE médical.
Janvier	18	50	Août	43	87
Février	32	67	Septembre	55	98
Mars	42	87	Octobre	47	94
Avril	48	87	Novembre	42	82
Mai	46	98	Décembre	142	178
Juin	52	96			
Juillet	40	104	Année 1949	607	1.128

Les dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses primaires concernent essentiellement les prestations supplémentaires aux assurés (236 millions) et les frais de création ou de fonctionnement d'œuvres (153 millions).

La ventilation des dépenses des caisses régionales est relevée ci-après (en millions de francs).

	PREMIER trimestre 1949.	DEUXIEME trimestre 1949.	TROISIEME trimestre 1949.	QUATRIEME trimestre 1949.	ANNEE 1949
Œuvres réalisées	242	306	342	377	1.267
Subventions, avances et prêts	251	520	472	274	1.517
Prestations supplémentaires	3	2	2	2	9
Service social et contrôle médical	449	388	446	543	1.826
Total	945	1.216	1.262	1.196	4.619

O. — RECAPITULATION ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL (en millions de francs).

	1948 (Résultats rectifiés.)	1949 (Résultats provisoires.)
Recettes.		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales:		
Au titre de l'action sanitaire et sociale	3.076	1.825
Au titre du contrôle médical		1.930
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail:		
Au titre de l'action sanitaire et sociale	1.475	957
Au titre du contrôle médical		638
Prélèvements sur cotisations d'allocations familiales:		
Au bénéfice de la caisse nationale	620	487
Au bénéfice des caisses d'allocations familiales	5.851	6.213
Total	11.022	12.050
Dépenses.		
Caisses primaires de sécurité sociale	928	1.735
Caisses régionales de sécurité sociale	5.571	4.619
Caisses d'allocations familiales	4.994	5.829
Caisse nationale de sécurité sociale	241	598
Total	11.734	12.781

V. — PATRIMOINE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

Pour déterminer le patrimoine des organismes de sécurité sociale, il est nécessaire de connaître, d'une part, les disponibilités des caisses, et, d'autre part, leurs investissements. Les renseignements ci-après ressortent de la comptabilité des caisses en ce qui concerne l'encaisse, les comptes courants et l'actif mobilier et immobilier; ils ont été fournis par la caisse des dépôts et consignations en ce qui concerne les comptes d'encaissement et de fonds disponibles gérés par cet organisme.

1° Disponibilités

Dans les disponibilités des caisses, on peut distinguer:

a) L'encaisse;

b) Les comptes courants bancaires, postaux et chez le préposé de la caisse des dépôts et consignations;

c) Les fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations

Par ailleurs, la caisse des dépôts et consignations détient des fonds aux comptes d'encaissement. Les sommes figurant à ces comptes concernent des cotisations centralisées à Paris mais non encore ventilées, c'est-à-dire réparties entre les différentes catégories d'organismes. Bien que ces sommes ne puisent être utilisées par les caisses, elles peuvent être ajoutée aux disponibilités dans une situation d'ensemble.

Il convient de noter qu'entre l'encaissement des cotisations et leur centralisation à la caisse des dépôts et consignations, il s'écoule un certain laps de temps, environ une semaine, pendant lequel ces cotisations échappent à toute statistique de la trésorerie.

Le tableau P donne l'encaisse, l'avoir aux comptes courants et les fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations des différents organismes de sécurité sociale au 31 décembre 1949.

P. — **DISPONIBILITES** (en millions de francs).

	EN CAISSE	COMPTES courants.	FONDS disponibles C. D. C.	TOTAL des disponibilités.
Caisse nationale de sécurité sociale	1	819	13.704	14.524
Caisses régionales de sécurité sociale	16	3.301	4.421	7.738
Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	5	7.482	5.661	13.148
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (section spéciale des assurances sociales)	»	»	208	208
Caisses primaires	743	7.910	2.690	11.383
Union pour le recouvrement de la région parisienne	3	37		
Caisses d'allocations familiales	300	21.171	949	22.420
Total	1.068	40.720	27.633	69.421

Par ailleurs, le montant des comptes d'encaissement à la caisse des dépôts et consignations s'élevait au 31 décembre 1949 à 10.094 millions.

2° INVESTISSEMENTS

Les investissements concernent:

a) Les valeurs mobilières;
b) Les prêts simples et hypothécaires;
c) Les prêts sur le fonds commun du travail;
d) Les immeubles administratifs et les immeubles placement;
e) Les immeubles sanitaires.

Les chiffres donnés résultent de la comptabilité des caisses; ils représentent en ce qui concernent les placements et les immeubles le prix d'achat ou de revient. Le montant des prêts sur le fonds commun du travail peut différer des chiffres donnés par la caisse des dépôts et consignations, les caisses n'ayant une connaissance exacte des amortissements effectués qu'avec un certain retard.

Le tableau Q donne le détail des investissements au 31 décembre 1949.

Q. — **INVESTISSEMENTS** (en millions de francs).

	VALEURS mobilières.	PRÊTS	PLACEMENTS fonds commun du travail	IMMEUBLES administratifs.	IMMEUBLES sanitaires	TOTAL des investissements.
Caisse nationale de sécurité sociale	(1) 35.211	212	233	131	122	35.909
Caisses régionales de sécurité sociale	3.898	330	»	333	737	5.298
Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	4.552	548	4.875	393	»	10.368
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (section spéciale des assurances sociales)	3.113	»	1.491	»	»	4.604
Caisses primaires	221	43	»	823	286	1.373
Caisses d'allocations familiales	567	106	»	572	453	1.698
Total	47.562	1.239	6.599	2.252	1.598	59.250

(1) Dont 34.500 millions de bons à court terme.

On peut récapituler ainsi le patrimoine des organismes de sécurité sociale, au 31 décembre 1948 et au 31 décembre 1949 (en millions de francs).

	AU 31 DÉCEMBRE 1948	AU 31 DÉCEMBRE 1949
Disponibilités.		
1° Encaisse	882	1.068
2° Comptes courants	29.424	40.720
3° Fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations	60.775	27.633
4° Comptes d'encaissement à la caisse des dépôts et consignations	3.454	10.094
Investissements.		
1° Valeurs mobilières	30.332	47.562
2° Prêts	1.098	1.239
3° Fonds commun du travail	6.844	6.599
4° Immeubles administratifs et immeubles placement	1.475	2.252
5° Immeubles sanitaires	906	1.598
Total général	134.887	138.765

Il convient de remarquer que les disponibilités représentent environ deux mois de dépenses des organismes de sécurité sociale.

DEUXIÈME PARTIE

RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1948 DANS LE CADRE DES RÉGIONS

RÉSULTATS D'ORDRE DÉMOGRAPHIQUE

NOTA. — Les opérations financières relevées dans cette deuxième partie sont indiquées en francs.

A. — CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

I. — **Cotisations assurances sociales et accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les directions régionales au cours de l'année 1948.**

(Compte tenu des identifications et remboursements.)

RÉGIONS	ASSURANCES SOCIALES					ACCIDENTS du travail.	MAJORATIONS de retard assurances sociales et accidents du travail.
	Régime général.	Régimes divers.	Total.	Fonctionnaires et ouvriers de l'État.	Total général		
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	54.308.535.692	213.121.581	54.521.660.273	298.491.335	54.820.151.608	7.579.269.069	9.583.661
Rouen	8.599.173.172	78.850.099	8.678.023.271	187.293.270	8.865.316.541	1.743.785.153	24.669.661
Lille	19.727.677.931	191.730.076	19.919.408.007	284.242.440	20.203.650.447	3.876.080.894	28.182.707
Nancy	9.378.605.754	90.924.995	9.469.530.749	220.662.652	9.690.193.401	1.969.949.325	10.474.506
Rennes	4.228.149.714	53.436.451	4.281.586.165	166.291.785	4.447.877.950	817.936.389	13.672.584
Nantes	6.087.228.631	72.555.814	6.159.784.445	157.254.769	6.317.039.214	1.178.232.428	12.102.415
Orléans	3.312.066.938	50.485.547	3.362.552.485	124.350.385	3.486.902.870	629.509.039	10.112.749
Dijon	6.275.510.710	89.066.274	6.364.576.984	181.687.129	6.546.264.113	1.173.769.774	13.907.538
Limoges	4.029.666.216	59.472.205	4.089.138.421	187.256.260	4.276.394.681	836.234.920	10.038.698
Clermont-Ferrand	3.384.631.001	34.935.401	3.419.566.402	117.390.158	3.536.956.560	641.970.382	5.953.142
Lyon	16.883.293.661	156.980.329	17.040.273.990	331.783.627	17.372.057.617	3.388.881.755	34.657.569
Bordeaux	5.506.568.115	67.254.069	5.573.822.184	215.892.350	5.789.714.534	1.086.301.642	17.210.508
Toulouse	4.107.999.347	102.209.181	4.210.208.528	189.204.294	4.399.412.822	805.242.524	6.309.085
Montpellier	3.520.049.783	57.904.515	3.577.954.298	158.934.556	3.736.888.854	817.959.572	12.589.801
Marseille	8.998.593.755	209.087.665	9.207.681.420	188.617.885	9.396.299.305	2.045.478.015	31.110.172
Strasbourg	9.137.392.830	163.984.481	9.301.377.311	170.628.560	9.472.005.871	909.774.012	22.603.159
Total	167.485.143.250	1.692.001.683	169.177.144.933	3.179.981.455	172.357.126.388	29.500.374.893	263.177.955

II. — **Dépenses de l'assurance maladie (régime général)** (1). — **Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	TOTAL des prestations en nature	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL général.
	francs.	francs.	francs	francs.	francs	francs.	francs	francs.	francs.
Paris	2.915.019.919	803.042.636	2.911.957.931	1.629.558.606	5.802.584.556	154.741.212	14.216.904.860	5.183.084.434	19.399.989.294
Rouen	311.667.505	123.573.042	431.908.284	190.206.905	439.461.442	1.714.924	1.498.532.072	698.629.015	2.197.161.087
Lille	722.428.216	385.438.070	914.195.131	385.231.678	793.689.228	3.392.952	3.204.375.275	1.922.634.460	5.127.009.735
Nancy	404.625.288	182.008.891	461.364.246	218.015.138	567.547.857	2.148.788	1.835.710.208	745.886.345	2.581.596.553
Rennes	178.645.698	120.192.078	217.113.724	128.797.086	210.518.121	322.933	855.589.640	294.206.489	1.149.796.129
Nantes	234.655.394	159.493.729	341.596.869	149.526.635	349.034.741	1.020.044	1.235.327.412	454.071.680	1.689.399.092
Orléans	123.566.245	77.640.664	167.029.495	99.463.384	182.248.386	1.912.695	651.860.869	232.956.281	884.817.150
Dijon	237.688.171	124.627.899	313.337.790	185.949.736	350.185.938	930.101	1.212.719.635	501.319.377	1.714.039.012
Limoges	157.714.768	81.083.042	227.953.623	118.339.963	214.547.836	577.241	800.216.473	299.840.660	1.100.057.133
Clermont-Ferrand	124.936.977	79.455.740	171.988.126	96.412.907	208.855.568	19.097.846	700.747.164	329.706.604	1.030.453.768
Lyon	395.768.069	283.569.025	686.368.161	518.495.815	1.500.549.312	32.011.324	3.416.761.706	1.471.909.536	4.888.671.242
Bordeaux	292.889.020	142.783.005	289.135.076	145.347.383	326.771.255	1.258.863	1.198.184.602	385.173.630	1.583.358.232
Toulouse	186.226.459	140.523.077	210.901.543	117.102.707	236.257.487	9.352.969	900.364.242	318.018.974	1.218.383.216
Montpellier	159.242.192	63.916.953	171.485.148	100.060.170	256.870.944	7.104.235	758.679.642	246.763.896	1.005.443.538
Marseille	378.189.480	247.908.719	468.813.272	302.649.510	754.723.451	1.489.103	2.153.773.535	795.586.028	2.949.359.563
Strasbourg	495.337.678	194.365.121	511.496.260	377.964.871	1.100.274.681	21.552.276	2.730.990.887	598.121.731	3.329.115.618
Total	7.318.601.079	3.209.621.661	8.526.644.679	4.763.122.494	13.294.120.603	258.627.506	37.370.738.222	14.477.912.140	51.848.650.362

(1) Les indications relatives au régime général concernent également les bénéficiaires des régimes divers autres que les fonctionnaires et ouvriers de l'Etat.

III. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1948.**

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASSURÉS		PRESTATIONS AUX CONJOINTS		PRESTATIONS AUX ENFANTS	
	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.
	francs.		francs.		francs.	
Paris	9.160.863.143	64,4	1.808.680.229	12,7	2.770.278.719	19,5
Rouen	818.124.529	54,6	276.002.260	18,4	314.777.904	21
Lille	1.769.099.483	55,2	610.208.690	19	653.713.502	20,4
Nancy	1.003.970.251	54,7	327.395.245	17,8	398.636.248	21,7
Rennes	463.070.877	54,1	155.835.793	18,2	174.658.638	20,4
Nantes	648.798.508	52,5	230.476.087	18,7	261.052.786	21,1
Orléans	373.382.260	57,3	114.659.181	17,6	125.660.871	19,3
Dijon	695.535.875	57,3	211.880.842	17,5	240.098.547	19,8
Limoges	440.321.587	55	149.124.257	18,6	154.688.322	19,3
Clermont-Ferrand...	406.818.621	58	113.267.584	16,2	137.379.486	19,6
Lyon	2.043.911.651	59,8	474.506.390	13,9	675.682.174	19,8
Bordeaux	699.856.582	58,4	198.404.245	16,6	235.532.011	19,6
Toulouse	496.235.418	55,1	156.492.826	17,4	198.927.809	22,1
Montpellier	426.992.582	56,3	140.799.075	18,6	153.531.508	20,2
Marseille	1.253.312.315	58,2	417.871.109	19,4	382.489.431	17,7
Strasbourg	1.548.764.963	56,7	437.732.486	16	414.041.330	15,2
Total	22.249.058.645	59,5	5.823.336.299	15,6	7.291.152.286	19,5

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASCENDANTS et aux autres ayants droit.		PRESTATIONS AUX INVALIDES et à leurs ayants droit.		PRESTATIONS AUX PENSIONNÉS et à leurs ayants droit.		TOTAL des prestations en nature.
	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	
	francs.		francs.		francs.		francs.
Paris	98.781	»	463.878.723	3,3	13.105.265	0,1	14.216.904.860
Rouen	1.053.120	0,1	76.274.789	5,1	12.299.470	0,8	1.498.532.072
Lille	239.055	»	148.688.853	4,7	22.425.692	0,7	3.204.375.275
Nancy	456.241	»	81.800.915	4,5	23.451.308	1,3	1.835.710.208
Rennes	13.557	»	55.749.781	6,5	6.260.994	0,8	855.589.640
Nantes	58.855	»	77.383.408	6,3	17.557.768	1,4	1.235.327.412
Orléans	»	»	33.567.564	5,1	4.590.993	0,7	651.860.869
Dijon	58.326	»	48.463.155	4	16.682.890	1,4	1.212.719.635
Limoges	»	»	46.091.138	5,8	9.991.169	1,3	800.216.473
Clermont-Ferrand..	»	»	34.928.329	5	8.353.144	1,2	700.747.164
Lyon	1.166.792	»	205.305.851	6	16.188.848	0,5	3.416.761.706
Bordeaux	312.091	»	53.636.675	4,5	10.442.998	0,9	1.198.184.602
Toulouse	291.538	»	38.420.842	4,3	9.995.839	1,1	900.364.242
Montpellier	305.293	»	30.048.746	4	7.002.438	0,9	758.679.642
Marseille	1.738.620	0,1	81.858.442	3,8	16.503.618	0,8	2.153.773.535
Strasbourg	455.667	»	147.050.365	5,4	182.943.076	6,7	2.730.990.887
Total	6.247.936	»	1.623.147.546	4,4	377.795.510	1	37.370.738.222

IV. — **Dépenses de l'assurance longue-maladie (régime général). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	TOTAL des prestations en nature.	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL général
	francs	francs.	francs.	francs	francs	francs	francs.	francs	francs.
Paris	162.026.241	39.123.999	143.735.232	2.096.465	641.988.590	254.596	989.225.123	1.240.048.679	**2.229.273.202**
Rouen	23.863.856	14.307.098	28.591.570	673.947	199.843.066	393.877	267.673.414	179.496.840	**447.170.254**
Lille	50.671.762	38.381.261	68.614.858	488.114	279.577.524	1.475.819	439.209.338	350.839.581	**790.048.919**
Nancy	20.474.158	14.636.784	19.361.830	308.919	190.567.274	43.551	245.392.516	130.394.994	**375.787.510**
Rennes	17.025.627	16.023.345	14.508.548	329.231	126.965.379	28.626	174.880.756	99.348.017	**274.228.773**
Nantes	16.797.232	16.751.446	20.783.319	184.623	157.568.881	30.011	212.115.512	132.808.177	**344.923.689**
Orléans	8.210.064	7.164.220	9.690.697	100.986	78.783.013	18.231	103.967.211	62.383.260	**166.350.471**
Dijon	15.312.815	8.694.965	16.698.725	285.691	141.489.354	31.280	182.512.836	96.662.309	**279.175.229**
Limoges	10.082.390	8.535.616	14.370.585	227.291	72.663.138	174.028	106.053.048	85.322.244	**191.375.292**
Clermont-Ferrand...	8.907.656	7.297.245	10.586.480	64.916	98.999.062	1.284.712	127.140.071	75.340.814	**202.480.885**
Lyon	17.948.010	22.180.558	26.880.703	2.065.567	358.477.580	1.859.551	429.411.969	263.694.723	**693.106.692**
Bordeaux	21.597.828	11.401.609	19.246.423	192.810	94.809.515	367.691	147.615.906	124.048.236	**271.664.142**
Toulouse	12.201.504	9.831.588	10.292.216	336.057	52.650.182	2.125.151	87.436.698	78.994.055	**166.430.753**
Montpellier	9.767.142	4.100.098	8.594.698	174.430	60.173.731	4.041.381	86.851.480	56.970.038	**143.821.518**
Marseille	31.337.423	26.425.196	36.189.500	1.319.946	200.734.238	169.631	296.175.934	232.082.917	**528.258.851**
Strasbourg	15.134.263	7.456.418	14.457.295	246.923	150.774.011	42.190	188.081.100	82.762.808	**270.783.908**
Total	441.357.871	252.311.446	462.602.679	9.095.946	2.906.064.538	12.310.326	4.083.742.906	3.291.137.482	**7.374.880.088**

V. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance longue maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1948.**

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASSURÉS		PRESTATIONS AUX CONJOINTS		PRESTATIONS AUX ENFANTS		TOTAL des prestations en nature
	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature	
	francs.		francs.		francs.		francs.
Paris	768.186.833	77,7	59.127.717	6	161.910.573	16,3	989.225.123
Rouen	176.205.233	65,8	23.085.479	8,6	68.382.702	25,6	267.673.414
Lille	319.250.494	72,7	45.795.154	10,4	74.163.690	16,9	439.209.338
Nancy	182.671.541	74,4	19.912.490	8,1	42.808.485	17,5	245.392.516
Rennes	121.546.085	69,5	14.848.151	8,5	38.486.520	22	174.880.756
Nantes	141.897.355	66,9	17.714.387	8,3	52.503.770	24,8	212.115.512
Orléans	75.009.009	72,1	9.558.567	9,2	19.389.635	18,7	103.957.211
Dijon	137.372.294	75,2	17.215.061	9,4	27.925.475	15,4	182.512.830
Limoges	82.077.231	77,4	8.757.374	8,2	15.218.443	14,4	106.053.048
Clermont-Ferrand	88.336.122	69,4	10.529.805	8,3	28.274.144	22,3	127.140.071
Lyon	334.629.199	77,9	25.902.600	6	68.880.170	16,1	429.411.969
Bordeaux	121.160.622	82,1	10.273.605	6,9	16.191.679	11	147.625.906
Toulouse	66.687.403	76,3	7.099.640	8,1	13.649.655	15,6	87.436.698
Montpellier	72.582.170	83,6	6.533.276	7,5	7.736.034	8,9	86.851.480
Marseille	234.884.358	79,3	26.906.547	9,1	34.385.029	11,6	296.175.934
Strasbourg	146.917.141	78,1	16.368.620	8,7	24.795.339	13,2	188.081.100
Total	3.069.413.090	75,2	319.628.473	7,8	694.701.343	17	4.083.742.906

VI. — **Dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS pharmaceutique et appareils.	FRAIS d'hospitalisation et A. M. G.	FRAIS MÉDICAUX d'accouchement	TOTAL des prestations en nature.	PRIMES DIVERSES
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	235.901.509	37.914.581	592.764.381	396.719.090	1.263.299.561	50.591.373
Rouen	11.494.081	5.978.739	59.643.928	65.300.515	142.417.263	1.101.700
Lille	31.874.369	21.740.501	74.014.210	160.652.525	288.281.605	429.435
Nancy	23.095.154	6.698.286	66.904.222	63.850.200	160.547.862	732.444
Rennes	15.113.423	5.803.664	27.641.534	49.094.303	97.652.924	»
Nantes	13.790.285	13.062.675	50.614.607	58.151.138	135.618.705	2.240.548
Orléans	13.977.159	4.305.828	16.142.299	28.797.568	63.222.854	38.300
Dijon	22.128.397	5.812.150	42.031.979	39.188.187	109.160.713	253.561
Limoges	18.586.031	4.912.799	21.679.686	31.786.605	76.965.121	»
Clermont-Ferrand	5.989.659	2.521.817	27.322.123	22.413.841	58.247.440	»
Lyon	27.529.277	9.274.972	159.928.457	64.512.765	261.245.471	56.470
Bordeaux	8.079.774	5.960.345	26.792.824	55.314.075	96.147.018	4.675.779
Toulouse	6.170.399	4.301.493	20.614.866	41.693.892	72.780.650	977.119
Montpellier	5.499.563	4.281.014	21.317.593	28.491.863	59.590.033	497.889
Marseille	26.957.276	7.700.557	55.323.016	54.308.783	144.289.632	458.455
Strasbourg	20.869.452	11.640.604	74.162.141	45.811.378	152.483.575	795.197
Total	487.055.808	151.910.025	1.336.897.866	1.206.086.728	3.181.950.427	62.848.270

RÉGIONS	PRIMES D'ALLAITEMENT		BONS DE LAIT		INDEMNITES journalières.	TOTAL des prestations en espèces.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'assurance maternité.
	Assurées.	Conjointes.	Assurées.	Conjointes.			
	francs.	francs	francs.	francs.	francs.	francs	francs.
Paris	254.373.221	199.255.152	35.994.906	26.079.248	891.480.313	1.457.774.213	2.721.073.774
Rouen	26.124.770	57.134.449	13.482.250	22.190.195	93.006.433	213.039.797	355.457.060
Lille	64.178.976	138.569.319	16.359.866	29.026.303	210.382.226	458.946.121	747.227.726
Nancy	42.388.902	85.615.425	7.147.831	12.532.486	104.544.486	252.961.574	413.509.436
Rennes	13.559.797	39.927.637	6.336.300	14.604.837	46.079.784	120.508.355	218.161.279
Nantes	21.291.511	51.728.764	13.776.737	16.854.248	62.609.091	170.500.899	306.119.604
Orléans	16.047.452	28.574.855	3.896.086	5.372.363	42.381.942	96.310.998	159.533.852
Dijon	27.607.118	57.905.405	4.934.783	7.149.526	69.336.424	167.186.817	276.347.530
Limoges	19.683.413	44.250.441	2.827.031	4.769.509	43.049.583	114.579.977	191.545.098
Clermont-Ferrand	16.232.400	24.947.326	4.013.383	4.560.858	39.071.743	88.825.710	147.073.150
Lyon	77.506.765	108.179.396	6.078.558	7.137.593	195.964.795	394.923.577	656.169.048
Bordeaux	31.288.700	45.505.974	4.370.974	4.843.872	69.608.913	160.294.212	256.441.230
Toulouse	20.633.617	32.327.399	3.970.147	5.818.803	45.958.603	109.685.688	182.466.338
Montpellier	14.765.076	27.983.211	3.076.078	5.259.267	33.868.620	85.450.141	145.040.174
Marseille	36.046.600	69.485.174	4.562.337	7.698.158	75.186.187	193.436.911	337.726.543
Strasbourg	27.088.776	62.396.684	4.097.151	5.203.282	70.683.417	170.264.507	322.748.082
Total	708.817.094	1.073.786.607	136.924.418	179.100.548	2.093.212.560	4.254.689.497	7.436.639.924

VII. — **Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance maternité (régime général). — Année 1948.**

RÉGIONS	MÈRES assurées	MÈRES non assurées.	TOTAL
Paris	46.786	42.978	89.764
Rouen	12.643	14.254	26.897
Lille	16.613	35.027	51.640
Nancy	9.061	17.618	26.679
Rennes	6.033	8.142	14.175
Nantes	9.009	10.067	19.076
Orléans	2.936	5.545	8.481
Dijon	6.074	11.567	17.641
Limoges	3.996	7.318	11.314
Clermont-Ferrand	3.901	4.315	8.216
Lyon	13.591	18.976	32.567
Bordeaux	6.027	6.887	12.914
Toulouse	4.209	6.711	10.920
Montpellier	4.158	5.230	9.388
Marseille	5.734	11.434	17.168
Strasbourg	6.384	10.690	17.074
Total	157.155	216.759	373.914

VIII. — **Assurance décès. — Année 1948.**

RÉGIONS	NOMBRE de décès ayant donné lieu à l'attribution des prestations.	MONTANT des dépenses	POURCENTAGE des dépenses de l'assurance-décès par rapport aux cotisations A. S. du régime général.
		francs.	francs.
Paris	14.860	364.034.692	0,66
Rouen	2.607	57.997.796	0,67
Lille	6.026	137.768.545	0,69
Nancy	2.813	61.845.092	0,65
Rennes	1.581	28.751.934	0,67
Nantes	1.602	38.987.115	0,63
Orléans	1.048	21.037.738	0,62
Dijon	1.668	36.423.648	0,57
Limoges	1.172	23.240.877	0,57
Clermont-Ferrand	879	19.035.715	0,55
Lyon	4.213	108.613.908	0,63
Bordeaux	1.605	35.608.308	0,64
Toulouse	1.069	23.600.548	0,56
Montpellier	911	19.646.530	0,54
Marseille	2.572	58.597.811	0,63
Strasbourg	2.577	54.560.350	0,58
Total	47.203	1.089.750.607	0,64

IX. — **Dépenses de l'assurance maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS DENTAIRES	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	180.905.816	65.374.319	216.679.851	159.906.144	49.955.920	2.065.661	674.887.711
Rouen	34.846.256	16.204.098	50.418.332	26.050.946	17.206.948	57.556	144.784.136
Lille	50.135.039	30.782.684	70.230.826	34.746.742	24.223.821	581.701	210.700.813
Nancy	45.153.112	22.437.837	52.193.235	29.734.438	29.654.959	98.757	179.272.338
Rennes	36.246.026	26.918.283	48.270.363	31.781.684	23.768.431	76.232	167.061.019
Nantes	28.188.231	20.405.495	44.491.931	24.817.484	20.331.258	35.290	138.269.689
Orléans	22.179.467	14.347.028	32.655.512	21.168.870	14.012.513	204.074	104.567.464
Dijon	36.040.846	18.581.021	48.332.088	32.291.891	26.812.724	75.700	162.134.270
Limoges	32.455.171	18.575.221	49.978.635	27.616.427	20.703.597	444.157	149.773.208
Clermont-Ferrand	20.181.644	12.840.745	27.654.709	18.452.416	14.175.314	583.555	93.888.583
Lyon	42.739.260	32.200.223	78.068.661	67.163.246	77.789.928	1.153.002	299.114.320
Bordeaux	49.704.934	25.800.568	49.930.937	30.390.061	23.981.209	761.353	180.569.062
Toulouse	35.154.702	28.115.310	44.327.724	27.892.526	22.115.336	1.657.754	159.263.352
Montpellier	30.175.667	13.942.807	34.223.775	23.161.163	18.671.561	1.047.852	121.222.825
Marseille	61.339.797	40.380.115	83.607.807	64.055.703	38.372.903	103.662	287.859.987
Strasbourg	39.888.391	18.153.651	40.562.898	37.620.339	51.394.751	1.410	187.621.440
Total	745.334.359	405.059.405	971.627.284	656.850.080	473.171.373	8.947.716	3.260.990.217

X. — **Dépenses de l'assurance longue maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux	FRAIS chirurgicaux	FRAIS pharmaceutiques	SOINS DENTAIRES	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	4.189.159	1.953.956	4.106.854	84.761	7.422.453	169.250	17.926.433
Rouen	882.184	788.493	1.127.007	10.040	4.628.368	»	7.436.092
Lille	1.576.407	1.473.795	2.079.681	35.846	11.669.701	46.915	16.882.345
Nancy	995.023	1.376.317	1.139.183	60.998	11.806.267	8.426	15.386.214
Rennes	1.341.063	1.952.370	1.616.444	87.214	18.661.454	»	23.658.545
Nantes	989.567	1.080.201	1.310.451	24.590	8.839.620	4.476	12.248.905
Orléans	603.019	708.584	756.522	46.031	4.580.760	226	6.695.142
Dijon	747.427	497.156	742.376	25.159	9.020.471	1.145	11.033.734
Limoges	712.153	789.717	885.475	49.151	4.732.880	»	7.169.376
Clermont-Ferrand	439.978	602.596	568.049	2.090	4.682.105	8.113	6.302.931
Lyon	828.507	1.058.784	1.336.982	240.546	11.966.611	11.383	15.442.813
Bordeaux	1.629.662	1.006.460	1.561.865	24.955	5.823.449	11.000	10.057.391
Toulouse	742.818	1.044.687	748.114	41.838	4.238.000	97.339	6.912.836
Montpellier	666.476	414.209	707.767	18.049	4.001.574	14.720	5.822.795
Marseille	1.706.752	2.045.238	2.196.427	60.160	12.504.047	22.950	18.535.574
Strasbourg	486.129	370.362	538.143	4.619	4.922.186	»	6.321.435
Total	18.536.324	17.162.925	21.421.340	816.043	129.499.946	396.003	187.832.581

XI. — **Dépenses de l'assurance maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement	FRAIS pharmaceutiques et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation	FRAIS MÉDICAUX d'accouchement	TOTAL des prestations en nature.	PRIMES DIVERSES
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	6.383.875	2.536.904	10.256.011	16.667.085	35.843.875	1.966.014
Rouen	698.602	406.237	2.420.866	4.468.962	7.994.667	38.300
Lille	1.662.876	1.155.368	3.190.438	8.962.932	14.971.614	63.056
Nancy	2.037.883	581.465	5.289.420	6.068.750	13.977.518	65.022
Rennes	1.981.418	697.255	4.001.622	6.812.377	13.492.672	»
Nantes	788.094	805.321	4.543.845	4.390.452	10.527.712	70.086
Orléans	1.153.842	472.400	1.358.805	3.199.473	6.184.520	»
Dijon	2.355.107	407.078	3.751.389	3.987.288	10.500.862	16.810
Limoges	2.147.334	545.716	2.581.857	3.838.666	9.116.573	6.600
Clermont-Ferrand	699.528	303.355	2.506.012	2.836.510	6.345.405	»
Lyon	1.799.057	765.679	9.682.793	5.548.367	17.795.896	6.800
Bordeaux	749.625	607.355	2.559.736	5.936.949	9.853.665	229.974
Toulouse	730.771	563.835	2.014.533	5.352.378	8.661.517	69.290
Montpellier	2.262.367	414.810	1.719.265	3.123.126	7.519.568	34.088
Marseille	1.626.098	914.485	4.581.756	7.096.920	14.219.259	16.500
Strasbourg	1.403.564	845.795	5.742.245	3.871.727	11.863.331	50.758
Total	28.480.041	12.023.058	66.203.593	92.161.962	198.868.654	2.633.298

RÉGIONS	PRIMES D'ALLAITEMENT		BONS DE LAIT		TOTAL des prestations en espèces.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'assurance maternité.
	Assurées.	Conjointes	Assurées.	Conjointes.		
	francs	francs	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	8.092.193	8.554.467	1.256.341	1.514.208	21.383.223	57.227.098
Rouen	1.525.814	3.293.936	679.900	1.119.678	6.657.628	14.652.295
Lille	2.789.730	7.314.553	801.020	1.491.979	12.460.338	27.431.952
Nancy	3.635.488	6.741.787	541.260	1.140.661	12.124.218	26.101.736
Rennes	1.659.553	5.134.240	940.674	1.895.383	9.629.850	23.122.522
Nantes	1.425.486	2.779.319	2.387.956	1.495.553	8.158.400	18.686.112
Orléans	1.660.799	3.015.885	379.120	534.442	5.590.246	11.774.766
Dijon	3.111.363	4.957.987	314.364	596.082	8.996.606	19.497.468
Limoges	2.632.526	4.341.371	402.749	556.512	7.939.758	17.056.331
Clermont-Ferrand	1.607.546	2.163.522	440.300	376.868	4.588.236	10.933.641
Lyon	4.742.487	7.696.129	898.139	757.024	14.100.579	31.896.475
Bordeaux	2.724.772	4.845.319	202.563	376.232	8.378.860	18.232.525
Toulouse	2.056.858	2.869.395	386.974	693.023	6.075.540	14.737.057
Montpellier	1.787.217	2.589.633	327.927	590.461	5.329.326	12.848.894
Marseille	2.604.222	6.257.129	1.767.238	1.131.440	11.776.529	25.995.788
Strasbourg	1.604.297	5.650.728	137.280	440.588	7.883.651	19.746.982
Total	43.660.351	78.205.400	11.863.805	14.710.134	151.072.988	349.941.642

XII. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maladie (régime général). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL
	p. 100.	p. 100.	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100.	p. 100.
Paris	5,35	1,47	5,34	2,99	10,64	0,28	9,51	35,58
Rouen	3,59	1,42	4,98	2,19	5,07	0,02	8,05	25,32
Lille	3,63	1,93	4,59	1,93	3,99	0,02	9,65	25,74
Nancy	4,27	1,92	4,87	2,30	6	0,02	7,88	27,26
Rennes	4,17	2,81	5,07	3,01	4,92	»	6,87	26,85
Nantes	3,81	2,59	5,55	2,43	5,66	0,02	7,37	27,43
Orléans	3,67	2,31	4,97	2,96	5,42	0,05	6,93	26,31
Dijon	3,73	1,96	4,92	2,92	5,50	0,01	7,88	26,93
Limoges	3,86	1,98	5,57	2,89	5,25	0,02	7,33	26,90
Clermont-Ferrand	3,65	2,32	5,03	2,82	6,11	0,56	9,64	30,13
Lyon	2,32	1,67	4,03	3,04	8,80	0,19	8,64	28,69
Bordeaux	5,25	2,56	5,19	2,61	5,86	0,02	6,91	28,40
Toulouse	4,43	3,34	5,01	2,78	5,61	0,22	7,55	28,94
Montpellier	4,45	1,78	4,79	2,80	7,18	0,20	6,90	28,10
Marseille	4,11	2,69	5,09	3,28	8,20	0,02	8,64	32,03
Strasbourg	5,33	2,09	5,82	4,06	11,83	0,23	6,43	35,79
Total	4,33	1,90	5,04	2,81	7,86	0,15	8,56	30,65

XIII. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance longue maladie (régime général). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL
	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100.
Paris	0,30	0,07	0,26	»	1,18	»	2,28	4,09
Rouen	0,28	0,17	0,33	»	2,30	»	2,07	5,15
Lille	0,26	0,19	0,35	»	1,40	»	1,76	3,96
Nancy	0,22	0,16	0,20	»	2,01	»	1,38	3,97
Rennes	0,40	0,38	0,34	»	2,96	»	2,32	6,40
Nantes	0,27	0,27	0,34	»	2,56	»	2,16	5,60
Orléans	0,24	0,21	0,29	»	2,34	»	1,86	4,94
Dijon	0,24	0,14	0,26	»	2,22	»	1,52	4,38
Limoges	0,25	0,21	0,35	»	1,78	»	2,09	4,68
Clermont-Ferrand...	0,26	0,21	0,31	»	2,90	0,03	2,21	5,92
Lyon	0,11	0,13	0,16	0,01	2,10	0,01	1,55	4,07
Bordeaux	0,39	0,20	0,35	»	1,70	»	2,23	4,87
Toulouse	0,29	0,23	0,25	»	1,25	0,05	1,88	3,95
Montpellier	0,27	0,12	0,24	»	1,68	0,12	1,59	4,02
Marseille	0,34	0,28	0,40	0,02	2,18	»	2,52	5,74
Strasbourg	0,16	0,08	0,16	»	1,62	»	0,89	2,91
Total	0,26	0,15	0,28	»	1,72	»	1,95	4,36

XIV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1948.**

RÉGIONS	PRESTATIONS EN NATURE	PRIMES DIVERSES primes d'allaitement, bons de lait.	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	TOTAL
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Paris	2,32	1,04	1,63	4,99
Rouen	1,64	1,39	1,07	4,10
Lille	1,45	1,25	1,05	3,75
Nancy	1,69	1,57	1,10	4,36
Rennes	2,28	1,74	1,07	5,09
Nantes	2,20	1,75	1,02	4,97
Orléans	1,88	1,60	1,26	4,74
Dijon	1,71	1,54	1,09	4,34
Limoges	1,88	1,75	1,05	4,68
Clermont-Ferrand	1,70	1,45	1,15	4,30
Lyon	1,53	1,47	1,45	3,85
Bordeaux	1,72	1,63	1,25	4,60
Toulouse	1,73	1,51	1,09	4,33
Montpellier	1,66	1,44	0,95	4,05
Marseille	1,57	1,28	0,81	3,66
Strasbourg	1,64	1,07	0,76	3,47
Total	1,88	1,28	1,23	4,39

XV. — **Dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS d'appareils orthopédie, lunettes.	PROTHÈSE et soins dentaires.	FRAIS funéraires, frais de transport des corps.	DIVERS	INDEMNITÉS journalières	TOTAL
	francs	francs	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	247.919.052	74.303.202	110.002.093	88.569.536	3.427.581	2.703.171	9.057.852	7.242.894	1.469.715.067	2.012.940.448
Rouen	44.382.213	9.251.603	28.787.298	57.022.638	1.008.625	443.316	593.267	1.805.735	334.095.174	477.389.869
Lille	129.283.204	26.229.864	76.763.925	44.399.161	1.339.949	971.672	1.364.511	3.911.621	745.217.517	1.029.481.424
Nancy	61.385.364	21.303.970	34.827.401	40.531.435	1.108.430	732.363	689.506	1.517.589	366.826.103	528.922.161
Rennes	22.411.161	8.765.033	11.706.270	14.460.042	527.826	545.160	379.334	1.352.406	124.765.398	184.912.630
Nantes	30.483.909	16.322.313	20.377.030	17.965.521	751.098	443.660	554.804	1.275.004	197.330.497	285.503.836
Orléans	15.440.071	7.889.304	8.195.264	12.708.190	288.806	278.371	335.987	403.087	96.533.820	142.072.900
Dijon	32.658.036	8.857.878	14.856.387	23.472.178	834.750	411.817	472.900	348.794	189.083.772	270.996.512
Limoges	23.794.147	8.335.830	10.756.734	12.478.489	658.403	218.537	442.259	214.288	122.498.045	179.396.732
Clermont-Ferrand...	23.548.909	4.076.801	8.741.174	17.913.216	519.817	190.861	155.263	316.110	137.934.119	193.396.270
Lyon	108.709.450	59.361.245	63.975.192	105.449.042	1.131.978	1.484.771	1.095.816	1.994.059	817.846.117	1.161.047.670
Bordeaux	45.238.182	15.501.134	19.678.801	20.761.506	1.532.406	93.248	389.043	2.348.399	191.120.062	296.662.781
Toulouse	26.210.226	8.372.769	10.322.364	13.540.972	314.255	346.626	277.385	594.091	130.441.209	190.419.897
Montpellier	23.231.771	2.431.871	11.368.418	15.317.232	410.426	191.466	180.198	1.071.684	128.865.411	183.068.477
Marseille	64.975.156	27.267.566	25.761.724	56.149.644	1.321.893	1.214.788	570.939	1.584.387	471.683.104	650.529.171
Strasbourg	36.082.886	10.828.059	19.216.879	63.624.717	4.649.648	922.089	610.326	235.440	227.666.203	363.836.247
Total	935.753.737	309.098.442	475.336.954	604.363.489	19.825.891	11.191.916	17.169.390	26.215.588	5.751.621.618	8.150.577.025

XVI. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations accidents du travail de chacune des catégories de prestations servies au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1948.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS d'appareils d'orthopédie, lunettes.	SOINS dentaires	FRAIS funéraires et transports du corps.	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL
	p. 100.	p. 100.	p. 100	p. 100	p. 100.	p. 100	p. 100.	p. 100.	p. 100	p. 100.
Paris	3,27	0,98	1,45	1,17	0,05	0,04	0,12	0,09	19,39	26,56
Rouen	2,55	0,53	1,65	3,27	0,06	0,03	0,03	0,10	19,16	27,38
Lille	3,34	0,68	1,98	1,15	0,04	0,03	0,04	0,10	19,20	26,56
Nancy	3,12	1,08	1,77	2,06	0,06	0,04	0,03	0,07	18,62	26,85
Rennes	2,74	1,07	1,13	1,77	0,06	0,07	0,05	0,17	15,25	22,61
Nantes	2,59	1,38	1,73	1,52	0,06	0,04	0,05	0,11	16,75	24,23
Orléans	2,45	1,25	1,30	2,02	0,05	0,04	0,06	0,06	15,33	22,56
Dijon	2,77	0,76	1,27	2	0,07	0,04	0,04	0,03	16,11	23,09
Limoges	2,84	1	1,29	1,49	0,08	0,03	0,05	0,02	14,65	21,45
Clermont-Ferrand	3,67	0,64	1,36	2,79	0,08	0,03	0,03	0,05	21,49	30,14
Lyon	3,21	1,75	1,89	3,11	0,04	0,04	0,03	0,06	24,13	34,26
Bordeaux	4,16	1,13	1,81	1,91	0,14	»	0,04	0,22	17,59	27,30
Toulouse	3,26	1,04	1,28	1,68	0,04	0,04	0,04	0,07	16,20	23,65
Montpellier	2,84	0,30	1,39	1,87	0,05	0,02	0,02	0,13	15,76	22,38
Marseille	3,18	1,33	1,26	2,74	0,06	0,06	0,03	0,08	23,06	31,80
Strasbourg	3,97	1,19	2,11	6,99	0,51	0,10	0,07	0,03	25,02	39,99
Total	3,17	1,05	1,61	2,05	0,07	0,01	0,06	0,09	19,49	29,63

XVII. — **Répartition sur le plan national de 10.000 F de prestations servies en 1948:**

1° **Au titre de l'assurance maladie;**
2° **Au titre de l'assurance longue maladie;** } **Régime général.**
3° **Au titre de l'assurance maternité;**
4° **Au titre des accidents du travail (incapacité temporaire).**

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL des prestations.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Maladie	1.412	619	1.644	919	2.564	50	2.792	10.000
Longue maladie	599	342	627	12	3.940	17	4.463	10.000

	FRAIS médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS de pharmacie et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS médicaux et d'accouchement.	PRIMES diverses.	PRIMES D'ALLAITEMENT		BONS DE LAIT		INDEMNITÉS journalières.	TOTAL des prestations.
						Assurées.	Conjointes.	Assurées.	Conjointes.		
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Maternité	655	204	1.798	1.622	84	953	1.444	484	241	2.815	10.000

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS d appareils orthopédie, lunettes.	SOINS dentaires.	FRAIS funéraires et transport de corps.	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL des prestations.
	francs.	francs.	francs.	francs	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Accidents du travail (incapacité temporaire).	1.148	379	583	742	24	14	21	32	7.057	10.000

XVIII. — **Répartition sur le plan national de 10.000 F de prestations servies en 1948: 1° au titre de l'assurance maladie; 2° au titre de l'assurance longue maladie; 3° au titre de l'assurance maternité. (Régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat.)**

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS de pharmacie.	SOINS DENTAIRES	HOSPITALISATION et A. M. G.	DIVERS	TOTAL des prestations.
Maladie	2.286	1.242	2.980	2.014	1.451	27	10.000
Longue maladie.	986	914	1.141	43	6.895	21	10.000

	FRAIS médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS pharmaceutiques et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS médicaux à l'accouchement.	PRIMES diverses.	PRIMES D'ALLAITEMENT		BONS DE LAIT		TOTAL des prestations.
						Assurées.	Conjointes.	Assurées.	Conjointes.	
Maternité	814	343	1.892	2.634	75	1.248	2.235	339	420	10.000

XIX. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale et de contrôle médical des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1948 (1).**

RÉGIONS	DOTATION des œuvres de la caisse.	SUBVENTION de fonctionnement aux œuvres étrangères à la caisse.	SUBVENTION à des œuvres étrangères à la caisse.	AVANCES nouvelles consenties en 1948.	PRÊTS nouveaux consentis en 1948.	TOTAL	PRESTATIONS complémentaires	CONTROLE médical	SERVICE social.	DIVERS	TOTAL général.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	304.500.000	66.232.292	8.343.918	»	»	379.076.210	15.253.448	37.891.777	14.727.206	14.241.190	461.189.831
Rouen	4.530.663	200.000	1.540.078	166.580	»	6.437.321	12.440.901	2.904.380	14.708.022	2.869.899	39.360.523
Lille	»	»	448.000	»	»	448.000	23.424.904	35.737.946	2.128.532	»	61.739.382
Nancy	5.200.000	7.531.760	1.085.810	»	»	13.817.570	14.420.133	10.268.289	3.485.129	»	41.991.121
Rennes	»	»	2.500.000	»	»	2.500.000	3.557.990	2.638.477	2.522.482	»	11.218.949
Nantes	5.767.050	»	294.339	»	»	6.061.389	5.278.473	6.768.923	9.381.812	»	27.490.597
Orléans	4.254.904	»	2.180.113	»	»	6.435.017	762.393	2.527.029	736.625	»	10.461.064
Dijon	»	»	200.000	»	»	200.000	2.549.582	9.804.343	3.702.772	»	16.256.697
Limoges	4.762.268	»	1.482.364	»	577.659	6.822.291	2.218.046	8.117.040	1.124.429	90.419	18.372.225
Clermont-Ferrand...	1.700.000	»	3.017.982	»	»	4.717.982	3.107.629	6.669.151	3.138.511	»	17.633.273
Lyon	7.810.800	9.787.735	»	»	»	17.598.535	14.246.520	25.671.159	1.300.738	»	58.816.952
Bordeaux	23.031.037	1.543.620	450.000	»	»	25.024.657	4.775.042	10.774.165	1.456.681	19.590	42.050.135
Toulouse	4.700.000	»	84.000	»	»	4.784.000	2.734.172	6.299.249	3.108.606	»	16.926.027
Montpellier	2.400.000	»	881.000	100.000	»	3.381.000	387.662	4.015.320	695.233	137.360	8.616.575
Marseille	»	»	»	»	»	»	1.072.368	6.229.036	20.223.218	1.209	27.525.831
Strasbourg	15.454.116	2.907.732	551.010	»	»	18.912.858	27.191.315	18.311.942	4.142.671	»	68.558.786
Total	384.110.838	88.203.139	23.058.614	266.580	577.659	496.216.830	133.420.578	194.628.226	86.582.667	17.359.667	928.207.968

(1) Y compris les crédits affectés en cours d'année et non encore dépensés au 31 décembre 1948.

XX. — **Dépenses de gestion administrative des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1948.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS ET SALAIRES du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale, autres charges sociales et œuvres en faveur du personnel.	AUTRES DÉPENSES	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris (1)	2.237.576.068	560.212.830	541.617.269	3.339.406.167
Rouen	337.075.927	84.533.374	81.540.325	503.149.626
Lille	584.269.919	81.180.257	266.415.712	931.865.888
Nancy	274.926.663	81.258.312	73.334.480	429.519.455
Rennes	207.529.671	61.294.543	41.522.887	310.347.101
Nantes	294.596.497	84.133.881	58.110.027	436.840.405
Orléans	135.736.152	38.475.368	33.310.369	207.521.889
Dijon	215.638.393	52.991.110	54.266.150	322.895.653
Limoges	161.585.299	41.886.683	50.957.773	254.429.755
Clermont-Ferrand	127.368.574	31.027.455	38.742.739	197.138.768
Lyon	553.094.287	158.756.340	160.605.735	872.456.362
Bordeaux	205.272.281	49.200.195	54.869.281	309.341.757
Toulouse	172.848.970	41.370.620	35.871.456	250.091.046
Montpellier	178.964.533	34.577.812	34.623.243	248.165.588
Marseille	382.311.330	103.667.657	79.269.143	565.248.130
Strasbourg	355.943.447	102.445.706	80.178.865	538.568.018
Total	6.424.738.011	1.607.012.143	1.685.235.454	9.716.985.608

(1) Compte non tenu des dépenses de gestion administrative de l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne, qui ont atteint au total 252.830.330 F. La répartition de ces dépenses proportionnellement au montant des cotisations encaissées au titre de chacune des trois législations, est la suivante: assurances sociales: 196.541.158 F; accidents du travail: 26.345.026 F; allocations familiales: 29.944.146 F.

XXI. — **Etat du personnel employé par les caisses primaires de sécurité sociale au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	PERSONNEL ADMINISTRATIF					PERSONNEL TECHNIQUE								
	Personnel de direction.	Personnel des cadres.	Agents d'exécution.	Total.	Personnel employé à temps.	Médecins, dentistes.	Infirmières établissements de cure.	Assistantes sociales.	Secrétaires médicales.	Contrôleurs, visiteurs.	Agents d'exécution.	Divers.	Total.	Personnel employé à temps partiel
Paris (1)	68	895	6.611	7.574	122	54	340	3	6	»	»	»	403	1.231
Rouen	25	168	1.117	1.310	3	»	»	10	»	»	»	»	10	1
Lille	47	272	2.017	2.336	12	»	5	1	»	4	»	8	18	»
Nancy	29	161	947	1.140	5	9	»	2	»	8	»	»	19	»
Rennes	21	114	685	820	99	2	»	»	»	»	»	»	2	»
Nantes	28	164	877	1.069	»	»	»	4	3	7	»	»	14	»
Orléans	16	88	442	546	1	»	7	1	»	»	»	»	8	»
Dijon	27	121	710	858	26	»	»	»	»	8	»	»	8	»
Limoges	24	60	564	648	11	»	4	3	»	8	»	»	15	9
Clermont-Ferrand	12	70	419	501	15	2	»	3	»	»	»	»	5	»
Lyon	49	436	1.869	2.354	36	22	14	16	8	10	25	36	131	25
Bordeaux	28	107	679	814	19	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Toulouse	19	91	576	686	»	3	»	4	1	11	»	»	19	»
Montpellier	15	113	516	644	13	»	»	»	6	1	»	»	7	»
Marseille	24	196	1.140	1.360	1	2	»	38	»	»	»	»	40	»
Strasbourg	28	277	853	1.158	9	2	»	2	»	»	»	8	12	»
Total	460	3.336	20.022	23.818	372	96	370	87	24	57	25	52	741	1.266

(1) Non compris le personnel de « l'Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne », soit 905 agents au total.

B. — CAISSES REGIONALES DE SECURITE SOCIALE

I. — Dépenses au titre des assurances sociales. — Année 1948.

RÉGIONS	PENSIONS d'invalidité payées au cours de l'année.	AUTRES dépenses (1).	TOTAL
	francs.	francs.	francs.
Paris	1.115.829.416	2.531.430	1.118.360.846
Rouen	136.457.843	471.118	136.928.961
Lille	342.018.603	832.405	342.851.008
Nancy	142.308.696	1.838.599	144.147.295
Rennes	120.085.214	»	120.085.214
Nantes	124.875.391	58.064	124.933.455
Orléans	64.860.159	32.693	64.892.852
Dijon	121.726.556	502.461	122.229.017
Limoges	107.144.120	268.250	107.412.370
Clermont-Ferrand	75.830.801	65	75.830.866
Lyon	321.676.120	2.711.500	324.387.620
Bordeaux	104.327.156	50.627	104.377.783
Toulouse	95.360.878	»	95.360.878
Montpellier	80.912.710	34.391	80.947.101
Marseille	128.939.380	»	128.939.380
Strasbourg	323.030.205	47.909.839	370.940.044
Total	3.405.383.248	57.241.442	3.462.624.690

(1) Notamment soins aux invalides et à leurs ayants droit.

II. — Dépenses au titre des accidents du travail. — Année 1948.

RÉGIONS	RENTES SERVIES	AUTRES dépenses (1).	TOTAL
	francs.	francs	francs.
Paris	86.185.546	173.992.375	260.177.921
Rouen	37.199.847	229.730	37.429.577
Lille	43.279.230	51.740.037	95.019.267
Nancy	24.202.809	9.513.835	33.716.644
Rennes	13.469.398	5.543.593	19.012.991
Nantes	27.449.960	4.027.209	31.477.169
Orléans	9.246.025	11.002.702	20.248.727
Dijon	15.337.501	8.452.436	23.789.937
Limoges	11.443.581	2.614.998	14.058.579
Clermont-Ferrand	9.812.204	7.497.826	17.310.030
Lyon	40.602.648	7.270.088	47.872.736
Bordeaux	22.601.765	93.332	23.532.097
Toulouse	10.633.939	5.320.900	15.954.839
Montpellier	12.542.241	4.187.688	16.729.929
Marseille	24.565.401	16.771.389	41.336.790
Strasbourg	300.770.612	25.634.403	326.405.015
Total	689.342.707	334.729.541	1.024.072.248

(1) Notamment dépenses de personnel spécialisé (ingénieurs conseils, contrôleurs de sécurité), de propagande, de matériel de secours et de dispensaires d'usines.

III. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations assurances sociales du régime général des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre des pensions d'invalidité. — Année 1948.**

RÉGIONS	PENSIONS D'INVALIDITÉ servies.
	p. 100.
Paris	2,04
Rouen	1,57
Lille	1,71
Nancy	1,50
Rennes	2,80
Nantes	2,02
Orléans	1,93
Dijon	1,91
Limoges	2,62
Clermont-Ferrand	2,21
Lyon	1,88
Bordeaux	1,87
Toulouse	2,26
Montpellier	2,26
Marseille	1,40
Strasbourg	3,47
Total	2,01

IV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations accidents du travail des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre des rentes accidents du travail. — Année 1948.**

RÉGIONS	RENTES SERVIES
	p. 100.
Paris	1,14
Rouen	2,13
Lille	1,11
Nancy	1,23
Rennes	1,64
Nantes	2,33
Orléans	1,47
Dijon	1,30
Limoges	1,37
Clermont-Ferrand	1,53
Lyon	1,20
Bordeaux	2,08
Toulouse	1,32
Montpellier	1,53
Marseille	1,20
Strasbourg	3,30
Total	2,33

V. — **Etat par catégories des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	PENSIONS LIQUIDÉES en application de l'article 10 Décret du 28 octobre 1935	PENSIONS LIQUIDÉES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 55 de l'ordonnance du 19 octobre 1945.				PENSIONS suspendues (1).
		30 p. 100 du salaire de base.	40 p. 100 du salaire de base.	Plus de 40 p. 100 du salaire de base.	Total.	
Paris	51.266	3.039	16.083	245	70.633	31.023
Rouen	6.656	229	1.675	104	8.664	2.837
Lille	11.918	1.204	6.104	293	19.519	2.254
Nancy	5.880	492	1.534	62	7.968	2.554
Rennes	2.942	661	1.094	94	4.791	161
Nantes	5.158	460	1.216	68	6.902	316
Orléans	2.330	301	744	47	3.422	96
Dijon	5.878	779	1.410	64	8.131	197
Limoges	3.914	384	1.022	81	5.401	292
Clermont-Ferrand	2.945	637	751	49	4.382	1.392
Lyon	14.152	453	4.605	535	19.745	757
Bordeaux	4.491	362	1.257	149	6.259	2.267
Toulouse	3.409	356	1.057	27	4.849	988
Montpellier	2.325	387	765	101	3.578	6
Marseille	4.541	647	1.608	104	6.900	1.981
Strasbourg	13.388	472	802	123	14.785	511
Total	141.193	10.863	41.727	2.146	195.929	47.632

(1) Comprises dans la colonne « Total ».

VI. — **Etat par catégories des rentes accidents du travail en cours au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	ASSURÉS	VEUVES	ORPHELINS	ASCENDANTS	TOTAL
Paris	11.935	466	437	49	12.887
Rouen	2.722	167	108	23	3.020
Lille	4.730	245	141	42	5.158
Nancy	2.336	133	189	31	2.689
Rennes	1.558	116	189	6	1.869
Nantes	2.309	119	164	35	2.627
Orléans	1.172	57	29	13	1.271
Dijon	2.722	97	110	20	2.949
Limoges	1.325	67	4	17	1.413
Clermont-Ferrand	1.392	35	25	12	1.464
Lyon	5.278	216	121	56	5.671
Bordeaux	2.207	92	69	12	2.380
Toulouse	1.205	63	45	7	1.320
Montpellier	1.337	47	55	13	1.452
Marseille	2.453	104	124	35	2.716
Total (non compris la région de Strasbourg)	44.681	2.024	1.810	371	48.886
Strasbourg	14.570		2.362		16.932
Total France entière					65.818

VII. — **Nombre et montant annuel par catégories des rentes accidents du travail liquidées au cours de l'années 1948.**

RÉGIONS	ASSURÉS		CONJOINTS		ORPHELINS		ASCENDANTS		TOTAL	
	Nombre.	Montant annuel.	Nombre.	Montant annuel.	Nombre.	Montant annuel.	Nombre.	Montant annuel.	Nombre.	Montant annuel
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
Paris	11.687	75.998.095	388	12.104.532	398	7.338.574	48	495.960	12.521	95.937.161
Rouen	2.387	19.665.260	133	3.558.806	86	2.914.788	22	221.506	2.628	26.360.360
Lille	6.299	40.603.280	180	4.998.871	113	3.527.218	37	380.518	6.629	49.509.887
Nancy	2.358	17.337.125	114	3.287.365	162	2.497.069	37	371.162	2.671	23.492.721
Rennes	1.184	9.776.444	79	2.045.446	126	1.569.160	4	34.608	1.393	13.425.658
Nantes	1.851	14.292.140	82	2.139.905	110	1.551.825	23	217.020	2.066	18.200.890
Orléans	1.013	8.538.040	47	1.182.100	20	557.120	10	134.360	1.090	10.411.620
Dijon	2.000	15.332.820	63	1.532.880	72	979.610	13	141.520	2.148	17.986.830
Limoges	1.188	8.770.500	52	2.382.350	3	248.040	15	173.360	1.258	11.574.250
Clermont-Ferrand...	1.515	11.677.280	34	934.723	25	734.884	8	71.846	1.582	13.418.733
Lyon	5.153	33.110.681	174	4.647.350	69	3.174.041	53	586.580	5.449	41.518.652
Bordeaux	1.728	17.748.268	43	1.111.716	31	1.244.200	8	68.900	1.810	20.143.084
Toulouse	1.143	9.506.390	40	1.076.000	58	957.620	7	75.400	1.248	11.615.410
Montpellier	1.113	10.622.440	34	903.055	38	611.695	9	73.000	1.194	12.210.190
Marseille	2.384	17.006.480	97	2.711.205	114	1.894.095	38	568.060	2.633	22.179.840
Strasbourg	2.207	24.335.484	91	2.657.290	83	1.455.062	7	64.284	2.388	28.512.120
Total	44.210	334.320.727	1.651	47.273.591	1.508	31.225.001	339	3.678.084	47.708	416.497.406

VIII. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale et de contrôle médical des caisses régionales de sécurité sociale** (1). — **Année 1948.**

RÉGIONS	DÉPENSES					
	Dotation des œuvres de la caisse	Subventions de fonctionnement aux œuvres de la caisse.	Subventions à des œuvres étrangères à la caisse.	Avances nouvelles consenties en 1948	Prêts nouveaux consentis en 1948	Total
	francs.	francs	francs	francs	francs.	francs.
Paris	582.211.382	127.520.680	408.388.610	»	261.164.440	1.379.285.112
Rouen	164.383.102	3.391.656	84.565.728	1.003.000	45.200.000	298.543.486
Lille	11.997.875	»	204.486.552	3.000.000	9.200.000	228.684.427
Nancy	18.445.512	1.419.019	36.824.000	»	28.450.000	85.138.531
Rennes	»	»	66.418.948	»	3.000.000	69.418.948
Nantes	24.750.000	»	61.251.108	»	26.800.000	112.801.108
Orléans	1.337.120	»	35.902.282	1.106.884	»	38.346.286
Dijon	10.500.000	»	116.392.094	4.090.645	99.364.892	230.347.631
Limoges	5.344.335	1.381.327	94.557.536	»	»	101.283.198
Clermont-Ferrand...	45.615.246	23.684.768	»	»	»	69.330.014
Lyon	»	18.556.066	93.744.030	2.500.000	»	114.800.096
Bordeaux	52.485.981	2.030.288	64.678.313	15.000.000	»	134.194.582
Toulouse	»	47.604.550	»	»	8.000.000	55.604.550
Montpellier	14.121.418	6.329.292	7.621.672	»	»	28.072.382
Marseille	81.099.661	7.272.247	132.687.474	»	»	221.059.385
Strasbourg	83.249.176	»	19.819.669	»	20.000.000	123.068.845
Total	1.095.570.811	239.189.893	1.427.338.016	26.700.529	501.179.332	3.289.978.581

RÉGIONS	DÉPENSES				
	Contrôle médical.	Service social.	Prestations complémentaires.	Divers, déficit exploitation des œuvres.	Total
	francs.	francs.	francs.	francs	francs
Paris	1.010.247.876	227.129.763	»	3.480.627	2.620.143.378
Rouen	44.578.196	2.035.158	248.210	»	345.405.050
Lille	134.208.692	25.639.281	»	498.679	389.031.079
Nancy	30.356.233	4.498.731	3.331.347	»	123.324.842
Rennes	35.247.362	4.130.491	»	»	108.796.804
Nantes	55.746.527	3.967.064	»	1.19[illegible].935	174.711.634
Orléans	55.312.912	283.452	»	»	93.942.650
Dijon	59.297.253	6.869.486	»	17.846	296.532.216
Limoges	44.752.689	»	»	63.727	146.099.614
Clermont-Ferrand...	52.342.516	4.812.030	»	»	126.484.560
Lyon	113.353.268	3.746.824	»	252.505	232.152.693
Bordeaux	51.605.456	6.968.288	»	»	192.768.326
Toulouse	38.956.703	1.257.523	»	»	95.818.776
Montpellier	38.518.840	»	»	»	66.591.222
Marseille	130.788.795	4.316.456	»	8.791.451	364.956.087
Strasbourg	48.021.421	2.806.440	»	20.808.332	194.705.038
Total	1.943.334.739	298.460.990	3.579.557	36.110.102	5.571.463.969

(1) Y compris les crédits affectés en cours d'année et non encore dépensés au 31 décembre 1948.

IX. — **Ventilation des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre de l'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires** (1). — **Année 1948.**

RÉGIONS	ÉQUIPEMENT hospitalier.	PROTECTION maternelle et infantile.	RÉPARATION des accidents du travail et rééducation.	LUTTE antituberculeuse	LUTTE contre la syphilis.	LUTTE contre le cancer.	LUTTE contre les maladies mentales.	DIVERS	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs	francs.
Paris	155.413.174	131.334.904	23.814.141	267.863.985	15.905.324	22.606.329	3.334.961	41.278.011	661.550.829
Rouen	4.178.381	94.877.588	»	17.595.502	»	165.586	»	»	116.817.057
Lille	22.302.200	19.064.255	1.100.000	15.129.409	2.270.200	4.985.472	75.200	7.375.350	72.302.086
Nancy	28.715.242	32.235.971	»	19.514.200	4.416.000	300.000	»	1.337.118	86.518.531
Rennes	31.916.667	500.000	581.351	7.472.950	400.000	4.000.000	108.900	150.000	48.129.868
Nantes	17.346.531	1.000.000	»	27.581.976	1.000.000	»	»	690.000	47.618.507
Orléans	18.760.000	250.000	2.942.482	2.444.005	»	»	50.000	»	24.446.487
Dijon	25.632.274	1.482.978	»	10.883.739	»	»	»	21.246.524	58.945.515
Limoges	21.310.154	4.992.251	722.674	9.404.681	»	»	»	217.093	36.646.856
Clermont-Ferrand...	7.177.543	273.200	»	3.446.016	»	»	150.000	546.970	11.593.729
Lyon	29.160.000	3.910.020	30.000.000	3.646.760	1.200.000	3.511.650	»	20.856.665	92.285.095
Bordeaux	3.971.000	6.461.562	13.571.206	38.734.020	2.681.000	»	»	17.500.000	82.918.788
Toulouse	8.288.000	600.000	400.000	5.217.300	1.000.000	4.000.000	»	600.000	20.105.300
Montpellier	900.000	120.000	7.829.292	2.598.672	1.000.000	»	»	15.624.418	28.072.382
Marseille	123.449.664	1.200.000	150.000	5.933.074	6.454.400	5.000.000	»	8.972.247	151.159.385
Strasbourg	16.395.066	»	166.933	48.416.604	»	»	10.000.000	20.819.669	95.798.972
Total	517.915.896	298.002.732	81.278.079	485.882.893	36.326.924	44.569.037	13.719.061	157.214.065	1.634.908.687

(1) Dépenses effectives de l'année.

X. — **Dépenses de gestion administrative des caisses régionales de sécurité sociale. — Année 1948.**

RÉGIONS	TRAITEMENT et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale. Autres charges sociales et œuvres sociales en faveur du personnel.	AUTRES DÉPENSES	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	390.854.421	100.282.400	93.880.957	585.017.778
Rouen	39.356.085	9.788.481	24.124.769	73.269.338
Lille	74.003.984	24.338.385	31.644.731	129.987.100
Nancy	24.173.183	6.563.249	14.675.546	45.411.978
Rennes	23.734.303	5.586.114	6.473.619	35.794.036
Nantes	33.359.625	5.854.989	9.103.826	48.318.440
Orléans	21.604.798	5.536.121	8.931.778	36.072.697
Dijon	29.404.015	6.770.744	12.124.415	48.299.174
Limoges	26.233.561	6.332.702	8.356.508	40.922.774
Clermont-Ferrand	25.392 416	6.901.699	3.814.513	36.108.628
Lyon	70.412.998	17.737.410	14.772.868	102.923.276
Bordeaux	18.812.614	4.545.866	9.505.598	32.864.078
Toulouse	19.975.336	4.108.942	4.334.389	28.418.667
Montpellier	30.272.608	6.181.513	63.650.738	100.104.859
Marseille	63.802.185	17.151.212	17.498.667	98.452.064
Strasbourg	108.652.869	12.558.408	10.267.820	131.479.097
Total	1.000.045.004	240.238.238	333.160.742	1.573.443.984

XI. — **Etat du personnel employé par les caisses régionales de sécurité sociale au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	GESTION							CONTROLE ET ACTION SANITAIRE							
	Personnel de direction.	Cadres et maîtrise.	Personnel d'exécution.	Personnel du service intérieur.	Autres agents.	Total.	Personnel administratif employé à temps.	Praticiens.	Auxiliaires médicaux.	Infirmières.	Assistantes sociales.	Autres agents.	Total	Personnel à temps partiel. Praticiens.	Personnel à temps partiel. Autres agents.
Paris	5	336	768	70	»	1.179	2	354	458	189	419	480	1.900	8	1
Rouen	5	24	104	4	»	137	»	25	»	»	1	45	71	2	2
Lille	6	41	234	13	»	294	»	79	25	10	26	26	166	17	»
Nancy	4	13	81	2	»	100	7	21	»	»	18	49	88	»	»
Rennes	5	9	67	3	4	88	»	21	»	»	10	10	41	1	»
Nantes	5	22	81	»	6	114	3	35	»	1	10	66	112	»	4
Orléans	4	15	64	»	1	84	2	21	4	3	3	52	83	1	1
Dijon	5	19	93	4	»	121	»	27	6	2	19	»	54	»	»
Limoges	4	22	106	1	1	134	1	24	1	»	»	»	25	»	»
Clermont-Ferrand	4	19	66	8	8	105	»	27	2	»	13	35	77	»	»
Lyon	5	70	276	9	»	360	2	81	»	»	12	1	94	66	»
Bordeaux	3	14	45	»	»	62	3	51	2	»	23	70	126	19	»
Toulouse	4	9	55	»	»	68	»	26	»	»	18	33	77	7	»
Montpellier	4	17	82	»	»	103	4	26	»	»	9	5	40	4	»
Marseille	5	45	168	»	4	222	2	67	53	42	5	45	212	17	1
Strasbourg	6	73	152	2	13	246	»	27	»	»	7	44	78	7	»
Total	74	748	2.442	116	37	3.417	26	892	551	247	593	961	3.244	149	9

C. — CAISSES REGIONALES D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIES

I. — **Dépenses effectuées au cours de l'année 1948 au titre de l'assurance vieillesse** (1).

RÉGIONS	PAR LES CAISSES régionales d'assurance vieillesse.	PAR LES DIRECTIONS régionales de sécurité sociale.	TOTAL
	francs.	francs.	francs.
Paris	7.888.135.929	22.281.383	7.910.417.312
Rouen	1.760.208.044	22.279.611	1.782.487.655
Lille	3.089.035.944	49.563.589	3.138.599.533
Nancy	1.515.201.988	57.970.777	1.573.172.765
Rennes	1.555.554.569	202.119.902	1.757.674.471
Nantes	2.385.343.978	287.609.213	2.672.953.191
Orléans	1.224.056.631	125.345.823	1.349.402.454
Dijon	1.677.901.267	220.292.439	1.898.193.706
Limoges	2.027.064.722	231.887.558	2.258.952.280
Clermont-Ferrand	1.641.955.144	34.484.282	1.676.439.426
Lyon	2.864.780.577	191.646.886	3.056.427.463
Bordeaux	2.346.569.933	73.686.965	2.420.256.898
Toulouse	1.762.949.576	120.230.182	1.883.179.758
Montpellier	1.517.288.169	233.964.163	1.751.252.332
Marseille	1.655.071.706	36.783.666	1.691.855.372
Strasbourg	2.525.275.725	»	2.525.275.725
Totaux	37.436.393.902	1.910.146.439	39.346.540.341
Payements effectués par :			
La caisse nationale des retraites pour la vieillesse	.....	.....	6.077.206.338
La caisse nationale de sécurité sociale	.....	.....	549.123.803
			45.972.870.482
Versements à la caisse autonome agricole	.....	.....	1.471.259.590
			47.444.130.072

(1) Non compris les frais de gestion administrative des caisses régionales d'assurance vieillesse.

II. — **Ventilation des dépenses effectuées au titre de l'assurance vieillesse au cours de l'année 1948 par les caisses régionales d'assurance vieillesse et la caisse nationale de retraites pour la vieillesse.**

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P., rentes, allocations, bonifications de la loi de 1910 confondues.	PENSIONS A. S., rentes et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 octobre 1935.	PENSIONS revisées à 65 ans. Assurés sociaux.	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés.	ALLOCATIONS aux mères de cinq enfants.	PENSIONS de réversion.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	1.686.307 »	290.667.414 »	3.895.896.298 »	3.474.144.733 »	162.473.243 »	8.238.641 »
Rouen	273.955 »	36.274.267 »	436.196.387 »	1.267.304.686 »	369.513 »	5.269.589 »
Lille	715.846 »	102.737.577 »	1.652.506.904 »	1.018.380.041 »	245.145.651 »	39.183.652 »
Nancy	1.112.356 »	44.955.961 »	970.280.792 »	361.693.138 »	99.657.929 »	18.738.834 »
Rennes	40.472 »	13.638.063 »	235.030.061 »	1.250.239.699 »	34.063.698 »	1.618.231 »
Nantes	215.919 »	15.530.018 »	502.424.907 »	1.799.682.750 »	42.164.722 »	»
Orléans	1.621.845 »	18.862.374 »	138.642.023 »	1.024.729.493 »	17.023.333 »	2.039.230 »
Dijon	794.788 »	31.048.637 »	608.664.360 »	964.671.969 »	45.786.464 »	7.258.870 »
Limoges	68.556 »	18.117.278 »	241.723.107 »	1.698.748.685 »	38.379.097 »	2.192.729 »
Clermont-Ferrand...	579.670 »	23.716.412 »	223.615.770 »	1.345.682.772 »	26.318.932 »	2.328.247 »
Lyon	1.710.160 »	79.793.385 »	1.038.619.587 »	1.659.370.239 »	57.816.718 »	6.094.740 »
Bordeaux	220.507 »	35.039.134 »	575.691.096 »	1.693.765.820 »	20.771.077 »	4.113.592 »
Toulouse	412.035 »	16.457.041 »	410.879.829 »	1.297.374.878 »	17.993.467 »	4.123.746 »
Montpellier	417.221 »	8.405.339 »	265.710.875 »	1.196.618.726 »	31.031.080 »	2.533.938 »
Marseille	396.893 40	36.305.485 10	580.635.113 50	966.839.451 »	46.199.552 »	6.373.566 »
Strasbourg	»	802.641.450 »	1.408.423.003 »	7.877.701 »	111.607.658 »	141.427.261 »
	10.266.530 40	1.574.189.835 10	13.184.840.112 50	21.027.124.781 »	996.802.134 »	251.534.866 »
C. N. R. V.	11.704.786 »	87.512.086 »	5.891.761.608 »	»	»	»
Total	21.971.316 40	1.661.701.921 10	19.076.601.720 50	21.027.124.781 »	996.802.134 »	251.534.866 »

RÉGIONS	SECOURS VIAGERS	CAPITAUX RÉSERVÉS R. O. P. et A. S.	REMBOURSEMENTS de cotisation A. S. (Art. 67 de l'ordonnance du 19 octobre 1945.)	DIVERS (1)	TOTAUX
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	44.161.556 »	3.386.521 »	5.957.778 »	1.523.438 »	7.888.135.929 »
Rouen	9.242.760 »	806.784 »	4.470.103 »	»	1.760.208.044 »
Lille	23.100.284 »	6.858.407 »	905 »	406.677 »	3.089.035.944 »
Nancy	11.008.370 »	3.012.138 »	4.025.768 »	716.702 »	1.515.201.988 »
Rennes	16.610.522 »	702.362 »	3.326.035 »	285.426 »	1.555.554.569 »
Nantes	22.938.967 »	966.759 »	1.123.210 »	296.726 »	2.385.343.978 »
Orléans	19.067.827 »	536.407 »	»	1.534.099 »	1.224.056.631 »
Dijon	13.769.411 »	729.200 »	4.646.039 »	531.529 »	1.677.901.267 »
Limoges	25.861.477 »	357.327 »	1.005.162 »	611.304 »	2.027.064.722 »
Clermont-Ferrand...	15.085.098 »	340.445 »	2.339.734 »	1.948.064 »	1.641.955.444 »
Lyon	17.227.361 »	1.174.919 »	1.882.581 »	1.090.887 »	2.864.780.577 »
Bordeaux	16.670.476 »	221.258 »	3.245 »	70.728 »	2.346.569.933 »
Toulouse	12.147.127 »	119.796 »	»	3.441.657 »	1.762.949.576 »
Montpellier	8.349.130 »	187.476 »	3.935.567 »	98.817 »	1.517.288.169 »
Marseille	11.258.129 »	415.480 »	3.258 »	3.714.778 »	1.655.071.706 »
Strasbourg	8.789 »	»	5.301.457 »	47.988.406 »	2.525.275.725 »
	269.507.284 »	19.846.279 »	38.020.842 »	64.250.238 »	37.436.393.902 »
C. N. R. V.	84.422.906 »	1.013.611 »	791.341 »	»	6.077.206.338 »
Total	353.930.190 »	20.861.890 »	38.812.183 »	64.250.238 »	43.513.600.240 »

(1) Frais de déplacements, rachats de rentes et de pensions d'orphelins, allocations différentielles.

III. — **Etat des pensions, rentes et allocations en cours au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	RETRAITES ouvrières et paysannes.	RENTES A. S.	R. O. P. ET A. S. revisées.	PENSIONS et allocations de reversion.	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés.	SECOURS viagers.	ALLOCATIONS aux veuves et conjointes mères de 5 enfants.	TOTAL
Paris	2.996	106.893	139.384	2.870	134.657	3.297	6.136	396.233
C. N. R. V.	50.000	85.000	275.000	10.000	»	»	»	420.000 (1)
Rouen	193	9.649	17.983	»	53.131	730	1.265	82.951
Lille	4.179	38.796	49.758	2.568	55.061	1.899	11.016	163.277
Nancy	3.213	11.544	31.152	1.956	28.642	1.183	4.948	85.638
Rennes	312	3.940	11.848	114	70.650	1.441	2.732	91.037
Nantes	847	6.699	18.289	»	84.777	2.313	2.068	114.993
Orléans	129	3.759	7.023	177	43.614	2.010	1.242	57.954
Dijon	2.386	10.058	22.513	476	42.779	1.184	2.201	81.597
Limoges	31	6.405	9.126	156	75.773	3.402	2.060	96.953
Clermont-Ferrand...	454	4.938	8.188	222	55.007	1.308	1.208	71.325
Lyon	1.438	20.965	38.156	651	64.715	1.651	3.290	130.866
Bordeaux	155	6.812	14.482	549	70.911	1.340	1.104	95.353
Toulouse	1.710	4.816	15.049	324	59.967	1.111	905	83.882
Montpellier	328	3.714	9.708	223	58.190	826	1.543	74.532
Marseille	1.509	12.336	15.683	478	44.123	1.087	1.909	77.125
Strasbourg	»	»	73.626	15.945	286	1	4.933	94.791
Total	69.880	339.324	756.968	36.709	942.283	24.783	48.560	2.218.507

(1) Evaluation, déduction faite des extinctions.

IV. — **Dépenses de gestion des caisses régionales d'assurance vieillesse. — Année 1948.**

	DÉPENSES ORDINAIRES	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES Frais de premier établissement	TOTAL
	francs.	francs.	francs.
Paris	771.666.708	»	771.666.708
Rouen	109.107.644	12.316.638	121.424.282
Lille	178.236.912	50.266.241	228.503.153
Nancy	89.327.143	28.533.309	117.860.452
Rennes	69.506.906	9.088.087	78.594.993
Nantes	73.033.712	419.939	73.453.651
Orléans	35.629.160	2.595.682	38.224.842
Dijon	64.809.423	2.032.627	66.842.050
Limoges	77.469.887	6.092.934	83.562.821
Clermont-Ferrand	53.227.140	8.916.895	62.144.035
Lyon	167.627.033	23.094.376	190.721.409
Bordeaux	110.768.450	944.044	111.712.494
Toulouse	58.016.148	1.949.812	59.965.960
Montpellier	71.414.964	»	71.414.964
Marseille	68.166.996	»	68.166.996
Strasbourg	87.569.732	2.050.651	89.620.383
Total	2.085.577.958	148.301.235	2.233.879.193

V. — **Etat du personnel employé par les caisses régionales d'assurance vieillesse au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	PERSONNEL de direction.	PERSONNEL des cadres.	PERSONNEL d'exécution.	TOTAL	PERSONNEL à temps partiel.
Paris	7	139	1.681	1.827	6
Rouen	3	23	320	346	»
Lille	5	37	533	575	»
Nancy	4	10	257	271	»
Rennes	4	15	218	237	1
Nantes	3	18	229	250	2
Orléans	3	14	127	144	»
Dijon	3	15	201	219	4
Limoges	4	27	288	319	2
Clermont-Ferrand	3	12	165	180	4
Lyon	4	40	431	475	1
Bordeaux	4	32	267	303	»
Toulouse	4	16	175	195	»
Montpellier	3	12	186	201	4
Marseille	4	18	195	217	»
Strasbourg	4	45	201	250	»
Total	62	473	5.474	6.009	24

D. — CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

I. — **Cotisations d'allocations familiales encaissées au cours de l'année 1948.**

RÉGIONS	COTISATIONS aux sections « salariés »	COTISATIONS AUX SECTIONS « travailleurs indépendants et employeurs ».			MAJORATIONS de retard.	REMBOURSEMENTS effectués par l'Etat (1).
		Travailleurs indépendants.	Employeurs.	Total.		
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	40.902.915.189	477.594.272	698.899.693	1.176.493.965	6.916.222	79.594.850
Rouen	6.800.012.012	109.609.307	161.701.925	271.311.232	17.102.428	11.326.290
Lille	16.701.538.428	285.352.210	213.631.526	498.983.736	24.681.136	32.918.661
Nancy	7.548.369.470	121.050.502	102.007.843	223.058.345	5.853.931	10.956.425
Rennes	2.940.167.441	141.364.451	106.421.781	247.786.232	6.971.425	3.720.075
Nantes	4.493.041.216	144.353.129	115.019.027	259.372.156	10.539.143	12.246.326
Orléans	2.451.014.430	75.900.812	70.446.851	146.347.663	3.635.088	3.899.259
Dijon	4.831.412.584	100.399.940	94.153.728	194.553.668	7.556.992	7.901.500
Limoges	2.742.483.351	123.734.757	97.952.527	221.687.284	6.271.338	6.622.363
Clermont-Ferrand	2.511.195.631	87.719.768	65.299.967	153.019.735	4.097.064	890.100
Lyon	13.411.855.422	247.036.922	224.598.694	471.635.616	5.941.506	6.442.665
Bordeaux	4.040.131.941	135.709.774	125.642.238	261.352.012	7.512.694	7.566.660
Toulouse	3.018.893.000	101.455.658	80.953.612	182.409.270	9.067.482	7.164.465
Montpellier	2.518.542.329	117.072.805	88.443.749	205.516.554	6.442.086	6.583.875
Marseille	6.643.976.324	185.043.007	210.084.824	395.127.831	17.109.713	9.079.842
Strasbourg	6.349.830.720	70.742.737	109.365.520	180.108.257	3.961.307	20.592.569
Total	127.915.379.488	2.524.140.051	2.564.623.505	5.088.763.556	143.659.655	227.505.925

(1) Ces remboursements concernent les allocations de maternité versées aux personnels n'exerçant aucune activité professionnelle dont la charge est supportée par l'Etat (art. 4, 4e alinéa, loi du 22 août 1946).

II — **Prestations légales servies aux salariés. — Année 1948.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	ALLOCATIONS de salaire unique.	CONGÉS de naissance.	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	1.996.941.382	1.620.066.866	2.171.621.428	16.333.009.785	99.494.237	32.221.133.698
Rouen	528.400.770	388.744.195	3.376.273.848	3.294.865.421	32.869.910	7.621.154.144
Lille	1.062.363.297	772.781.669	6.548.715.122	7.465.321.801	68.590.333	15.917.772.222
Nancy	552.924.560	421.224.896	3.533.739.457	3.755.217.630	33.142.304	8.276.248.847
Rennes	279.812.309	228.941.655	1.824.290.421	1.923.813.722	14.293.049	4.271.151.156
Nantes	403.080.767	329.116.051	2.290.085.950	2.596.528.546	23.421.834	5.642.233.148
Orléans	167.316.373	140.621.848	1.170.509.302	1.261.592.523	9.101.996	2.752.142.042
Dijon	325.315.642	270.379.114	2.161.259.752	2.375.626.269	20.067.632	5.155.648.409
Limoges	208.518.351	172.318.252	1.345.686.511	1.573.489.796	11.686.286	3.311.699.196
Clermont-Ferrand	164.802.979	132.568.885	1.079.254.000	1.088.867.478	9.739.812	2.475.233.244
Lyon	706.846.274	551.112.450	4.719.733.565	5.173.746.444	43.173.842	11.194.612.575
Bordeaux	271.792.027	210.066.635	1.638.746.186	2.110.478.922	10.943.422	4.242.027.192
Toulouse	157.575.519	141.284.463	1.057.780.884	1.399.402.180	7.708.918	2.763.751.964
Montpellier	163.190.394	135.701.598	1.035.766.492	1.387.019.707	7.149.209	2.728.827.400
Marseille	371.187.514	288.860.399	2.620.468.791	3.573.009.196	17.874.576	6.871.400.476
Strasbourg	348.119.331	269.764.740	2.254.686.184	2.881.905.990	22.601.049	5.777.077.294
Total	7.708.187.489	6.073.553.716	48.831.617.983	58.176.895.410	431.858.409	121.222.113.007
Répartition de 100 F de prestations	6,36	5,01	40,28	47,99	0,36	100

III. — **Prestations légales versées aux travailleurs algériens, belges et italiens.**

(Ces prestations sont comprises dans les sommes du tableau II.)

RÉGIONS	PRESTATIONS versées aux travailleurs algériens.	PRESTATIONS versées aux travailleurs belges.	PRESTATIONS versées aux travailleurs italiens.
	francs.	francs.	francs.
Paris	375.034.200	»	20.639.285
Rouen	22.869.852	»	5.103.526
Lille	90.355.311	769.714.296	19.282.447
Nancy	30.923.813	17.456.245	19.003.966
Rennes	1.883.695	»	822.282
Nantes	1.041.502	»	239.072
Orléans	2.336.801	»	655.667
Dijon	18.294.631	»	9.887.684
Limoges	7.236.449	»	6.260.857
Clermont-Ferrand	14.341.102	»	1.978.973
Lyon	172.575.373	»	61.570.471
Bordeaux	413.287	»	2.468.051
Toulouse	11.340.953	»	7.014.501
Montpellier	16.175.468	269.573	12.949.947
Marseille	84.694.330	»	12.699.717
Strasbourg	21.306.662	»	31.503.474
Total	870.623.432	787.440.114	212.079.920

IV. — **Prestations légales servies aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle. — Année 1948.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	ALLOCATIONS de salaire unique.	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	67.372.812	103.269.755	603.390.218	715.674.406	1.489.707.191
Rouen	7.339.666	27.440.253	110.578.621	45.028.082	190.386.622
Lille	16.613.391	43.131.429	175.286.457	132.404.850	367.436.127
Nancy	5.294.872	19.834.033	63.880.021	35.911.614	124.920.540
Rennes	4.758.001	9.166.713	81.290.356	67.481.222	162.696.292
Nantes	8.912.361	18.321.723	130.493.252	114.260.505	271.987.841
Orléans	2.226.179	6.986.417	19.524.374	12.501.016	41.237.986
Dijon	2.923.456	13.092.974	34.059.913	21.508.671	71.585.014
Limoges	4.624.876	13.560.099	48.438.603	24.426.729	91.050.307
Clermont-Ferrand	1.726.223	6.975.744	5.727.702	3.679.978	18.109.647
Lyon	10.473.570	23.716.169	115.196.298	122.678.210	272.064.247
Bordeaux	6.498.659	17.718.061	59.982.512	50.629.779	134.829.011
Toulouse	2.756.122	11.504.786	28.595.126	27.457.210	70.313.244
Montpellier	4.633.818	12.796.903	24.957.053	19.838.481	62.226.255
Marseille	11.412.206	24.637.170	134.344.745	119.250.145	319 644.266
Strasbourg	7.844.540	21.703.120	101.794.117	98.680.830	230.022.607
Total	165.410.752	373.855.319	1.737.539.368	1.641.411.728	3.918.217.197
Répartition de 100 F de prestations	4,22	9,54	44,35	41,89	100

V. — **Pourcentage des prestations légales servies par les sections « salariés » par rapport aux cotisations.**

RÉGIONS	PRESTATIONS VERSÉES aux salariés.	PRESTATIONS VERSÉES aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle (1).	TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « Salariés ».	POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	32.221.133.698	1.410.112.341	33.631.246.039	82,22
Rouen	7.621.454.144	179.060.332	7.800.214.476	114,70
Lille	15.917.772.222	334.517.466	16.252.289.688	97,31
Nancy	8.276.248.847	113.964.115	8.390.212.962	111,15
Rennes	4.271.151.156	158.976.217	4.430.127.373	150,67
Nantes	5.642.233.148	259.741.515	5.901.974.663	131,35
Orléans	2.752.142.042	37.338.727	2.789.480.769	113,35
Dijon	5.155.648.409	63.683.514	5.219.331.923	108,03
Limoges	3.311.699.196	84.427.944	3.396.127.140	123,83
Clermont-Ferrand	2.475.233.241	17.219.547	2.492.452.791	99,25
Lyon	11.194.612.575	265.621.582	11.460.234.157	85,45
Bordeaux	4.242.027.192	127.262.351	4.369.289.543	108,15
Toulouse	2.763.751.961	63.148.779	2.826.900.743	93,64
Montpellier	2.728.827.400	55.642.380	2.784.469.780	110,56
Marseille	6.871.400.476	310.564.424	7.181.964.900	108,10
Strasbourg	5.777.077.294	309.430.038	5.986.507.332	94,28
Total	121.222.113.007	3.690.711.272	124.912.824.279	97,65

(1) A l'exclusion des prestations remboursées par l'Etat.

VI. — **Prestations légales servies aux travailleurs indépendants. — Année 1948.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS PRÉNATALES	ALLOCATIONS DE MATERNITÉ	ALLOCATIONS FAMILIALES	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	103.919.081	103.146.129	1.034.069.679	1.241.134.889
Rouen	32.530.405	34.902.307	305.245.285	372.677.997
Lille	55.571.723	54.290.079	477.822.211	587.684.013
Nancy	28.174.212	29.955.258	270.768.584	328.898.054
Rennes	40.388.097	40.758.333	362.690.720	443.837.150
Nantes	39.638.173	42.817.482	364.416.598	446.872.253
Orléans	18.090.612	17.346.637	163.314.067	198.751.316
Dijon	29.101.319	29.260.701	257.242.413	315.604.433
Limoges	24.725.553	26.931.557	245.289.089	296.946.199
Clermont-Ferrand	16.373.228	24.787.063	155.176.731	196.337.021
Lyon	57.309.361	53.079.822	540.124.197	650.513.380
Bordeaux	27.608.802	27.525.345	289.111.279	344.245.426
Toulouse	18.965.089	21.646.254	188.240.788	228.852.131
Montpellier	20.210.603	21.701.765	193.336.107	235.248.475
Marseille	31.050.285	30.090.035	339.545.805	400.686.125
Strasbourg	18.503.110	16.974.903	176.381.056	211.859.069
Total	562.159.652	575.213.670	5.362.774.609	6.500.147.931
Répartition de 100 F de prestations	8,65	8,85	82,50	100

VII. — **Prestations légales servies aux employeurs. — Année 1948.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS PRÉNATALES	ALLOCATIONS DE MATERNITÉ	ALLOCATIONS FAMILIALES	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	35.696.678	34.683.132	491.109.888	561.489.698
Rouen	19.169.033	17.892.870	252.604.371	289.666.274
Lille	20.487.512	18.157.368	331.011.944	369.656.824
Nancy	9.704.128	8.694.761	143.969.141	162.368.030
Rennes	16.075.809	14.059.399	228.802.796	258.938.004
Nantes	16.539.347	13.972.897	229.120.097	259.632.341
Orléans	6.540.567	5.501.412	96.762.782	108.804.761
Dijon	11.048.039	9.740.900	151.126.453	171.915.392
Limoges	8.578.930	8.432.228	128.240.740	145.251.898
Clermont-Ferrand	9.010.295	8.191.619	101.016.174	118.218.088
Lyon	20.430.870	14.622.392	311.007.959	346.061.221
Bordeaux	8.537.194	6.998.870	126.713.500	142.249.564
Toulouse	4.858.521	4.551.340	79.353.765	88.763.626
Montpellier	6.216.468	5.302.924	97.763.392	109.282.784
Marseille	11.420.577	9.181.390	203.047.668	223.649.635
Strasbourg	9.791.492	7.629.689	127.690.353	145.111.534
Total	214.105.460	187.613.191	3.099.341.023	3.501.059.674
Répartition de 100 F de prestations	6,11	5,36	88,53	100

VIII. — **Pourcentage des prestations légales servies par les sections « travailleurs indépendants et employeurs » par rapport aux cotisations.**

RÉGIONS	PRESTATIONS versées aux travailleurs indépendants.	PRESTATIONS versées aux employeurs.	TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « travailleurs indépendants et employeurs ».	POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	1.241.134.889	561.489.698	1.802.624.587	153,22
Rouen	372.677.997	289.666.274	662.344.271	244,13
Lille	587.684.013	369.656.824	957.340.837	191,85
Nancy	328.898.054	162.368.030	491.266.084	220,24
Rennes	443.837.150	258.938.004	702.775.154	283,62
Nantes	446.872.253	259.632.341	706.504.594	272,39
Orléans	198.751.316	108.804.761	307.556.077	210,15
Dijon	315.604.433	171.915.392	487.519.825	250,58
Limoges	296.946.199	145.251.898	442.198.097	199,47
Clermont-Ferrand	196.337.021	118.218.088	314.555.109	206,91
Lyon	650.513.380	346.061.221	996.574.601	211,30
Bordeaux	344.245.426	142.249.564	486.494.990	186,15
Toulouse	228.852.131	88.763.626	317.615.757	175,08
Montpellier	235.248.475	109.282.784	344.531.259	167,64
Marseille	400.686.125	223.649.635	624.335.760	158
Strasbourg	211.859.069	145.111.534	356.970.603	198,20
Total	6.500.147.931	3.501.059.674	10.001.207.605	196,54

IX. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale effectuées par les caisses d'allocations familiales au cours de l'année 1948.**

RÉGIONS	PRESTATIONS supplémentaires aux salariés (prestations relevant d'assouplissements au régime légal)	AUTRES prestations supplémentaires (prestations indépendantes du régime légal).	DOTATION des œuvres des caisses.	SUBVENTIONS de fonctionnement aux œuvres des caisses.	SUBVENTIONS consenties à des œuvres étrangères aux caisses.	AVANCES et prêts à des œuvres étrangères aux caisses.	SERVICE social.	TOTAL des dépenses de l'année.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	1.436.957	759.569.691	16.998.887	33.744.070	274.182.197	41.587.577	472.932.396	1.600.451.775
Rouen	5.018.459	24.503.796	29.023.751	30.029.604	105.645.240	21,833.221	28.153.759	244.207.830
Lille	28.433.136	265.219.981	175.536.609	84.721.974	96.059.611	25.620.000	54.585.644	730.176.955
Nancy	2.882.959	54.094.640	4.750.000	44.348.372	103.721.821	12.400.000	28.636.829	250.834.621
Rennes	9.608.435	25.961.785	30.900.000	16.218.501	54.825.811	835.310	33.935.568	172.285.410
Nantes	11.952.432	56.172.669	1.800.000	12.167.985	121.526.839	»	49.827.420	253.447.345
Orléans	3.010.311	53.545.070	12.407.181	1.363.696	16.503.708	»	9.091.240	95.921.206
Dijon	551.839	46.459.068	1.028.814	1.189.251	112.467.208	10.980.000	7.490.934	180.170.114
Limoges	4.903.534	53.942.525	31.102.943	5.681.873	41.008.913	»	15.214.971	151.854.759
Clermont-Ferrand	24.338.840	10.240.039	6.489.760	4.708.948	30.890.200	1.613.000	16.084.338	94.365.125
Lyon	6.975.799	28.593.481	27.961.860	41.253.907	267.770.586	»	75.498.332	448.053.965
Bordeaux	14.351.244	5.810.594	37.637.267	60.627.629	30.277.319	3.000.000	17.377.594	169.081.647
Toulouse	256.915	24.178.829	8.364.868	»	20.872.352	»	4.321.380	57.994.344
Montpellier	»	1.362.434	»	7.469.288	35.914.959	14.175.000	9.674.250	68.595.931
Marseille	4.857.490	11.204.665	19.371.874	56.174.374	65.717.835	»	24.166.722	181.492.960
Strasbourg	3.265.218	12.562.299	550.000	16.819.356	204.824.546	56.659.795	368.575	295.049.789
Totaux	121.846.568	1.433.421.566	403.923.814	416.518.828	1.582.209.145	188.703.903	847.359.952	4.993.983.776

X. — **Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense** (1).

RÉGIONS	ENCOURAGEMENTS ou récompenses à la maternité et à la natalité	AIDE à l'enfance et aux mères abandonnées.	CRÈCHES et garderies.	DISTRIBUTION de layettes.	AIDE aux gouttes de lait.	CANTINES scolaires.	COLONIES de vacances et organisations de loisirs.	ENFANCE inadaptée.	ORIENTATION professionnelle. apprentissage, enseignement ménager.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	202.985.521	6.316.370	8.441.621	462.014.511	»	975.000	195.033.981	15.375.000	103.854.154
Rouen	6.087.183	37.606.652	4.566.203	2.907.724	1.108.910	1.005.238	68.327.473	8.474.000	4.638.412
Lille	33.888.520	96.995.621	1.752.590	705.628	2.289.998	140.000	362.465.872	2.100.000	34.959.318
Nancy	4.654.457	17.750.074	12.001.224	10.472.385	415.000	1.876.987	77.645.654	3.000.000	5.761.304
Rennes	3.365.196	9.198.610	2.476.042	2.202.553	16.252.549	638.008	47.810.310	2.294.929	4.843.178
Nantes	18.858.410	11.405.085	12.112.696	2.365.173	250.000	»	82.817.702	1.190.085	5.643.552
Orléans	883.018	1.933.147	29.020	24.201.666	4.205.530	60.000	33.721.371	669.373	2.879.076
Dijon	24.669.842	4.392.400	245.000	76.055	100.000	»	99.333.169	36.000	2.503.642
Limoges	15.021.181	13.087.151	605.000	925.197	3.149.422	528.000	53.364.392	575.000	8.841.431
Clermont-Ferrand	520.860	5.836.690	786.449	»	2.100.000	»	21.763.729	1.623.000	5.839.920
Lyon	4.613.350	16.867.087	2.470.020	2.474.549	2.318.180	1.006.400	235.146.474	3.641.698	6.591.380
Bordeaux	1.455.066	3.560.262	979.338	3.313.310	»	»	84.955.963	2.470.394	15.014.614
Toulouse	1.134.096	75.000	»	276.164	600.000	79.735	37.881.468	105.000	719.082
Montpellier	431.352	1.287.907	244.595	8.815.061	40.300	100.000	29.802.957	625.000	1.152.754
Marseille	596.923	27.405.056	6.506.193	2.949.111	67.084	3.797.643	90.207.882	385.000	10.940.465
Strasbourg	7.245.029	33.513.366	7.383.174	1.610.000	2.013.918	90.000	133.591.803	7.585.687	32.422.538
Total	326.410.004	287.230.478	60.569.165	525.339.087	34.910.891	10.297.011	1.653.903.230	50.150.166	246.601.820

RÉGIONS	AIDE au logement.	AIDE ménagère.	AIDE sociale familiale.	DOCUMENTATION familiale, éducation sanitaire et sociale.	SUBVENTIONS et cotisations à des groupements familiaux	PRESTATIONS supplémentaires, primes et secours divers.	DIVERS	TOTAL
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	1.966.580	60.012.624	854.226	»	30.101.500	5.601.460	32.519.874	1.126.082.422
Rouen	27.800.000	11.724.700	2.740.000	1.121.672	15.543.410	16.876.206	507.829	211.035.612
Lille	35.616.000	27.238.686	4.348.500	6.760.971	1.516.000	36.241.447	139.024	647.158.175
Nancy	10.000.000	16.577.009	1.833.000	1.455.136	1.960.790	48.083.136	5.828.677	219.314.833
Rennes	8.502.727	10.678.634	975.260	29.168	920.000	15.718.239	2.805.974	128.741.407
Nantes	33.575.000	11.782.144	1.203.000	1.463.805	1.199.505	7.646.579	154.757	191.667.493
Orléans	5.372.401	2.436.475	663.900	4.061.821	58.000	2.491.897	149.957	83.819.655
Dijon	3.302.311	10.619.105	352.000	123.765	446.470	25.550.968	373.614	172.124.341
Limoges	8.675.000	5.640.534	200.000	973.780	1.697.000	18.071.002	382.164	131.736.254
Clermont-Ferrand	1.000.000	8.617.663	232.000	2.900.930	1.721.370	494.226	505.110	53.941.947
Lyon	11.077.000	36.220.829	3.972.245	1.442.368	808.370	33.361.766	3.568.118	365.579.834
Bordeaux	10.884.322	1.306.460	1.410.000	9.434.336	51.550	537.675	1.976.519	137.352.809
Toulouse	5.298.000	1.912.728	697.872	2.959.272	110.000	1.514.632	50.000	53.416.049
Montpellier	150.000	6.767.836	3.515.000	419.830	2.788.700	2.725.568	84.821	58.921.681
Marseille	259.660	4.018.562	»	16.450	100.000	5.186.023	32.696	152.468.748
Strasbourg	»	15.459.909	7.218.378	527.810	1.559.000	36.641.674	4.353.710	291.415.996
Total	163.479.004	231.013.898	30.215.381	33.694.114	60.584.665	256.742.498	53.632.844	4.021.777.256

(1) Sont ventilées dans ce tableau les dépenses figurant dans le tableau précédent à l'exclusion des dépenses du service social et des prestations supplémentaires relevant d'assouplissements au régime légal versées aux salariés.

XI. — **Dépenses administratives des caisses d'allocations familiales. — Année 1948.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES (1)	TOTAL	FRAIS de premier établissement (2).
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Paris	862.412.555	233.260.123	231.240.146	1.326.912.824	115.402.938
Rouen	154.511.021	42.619.450	50.242.443	247.372.914	15.368.609
Lille	284.685.281	73.428.093	78.806.483	436.919.857	45.754.707
Nancy	96.094.693	26.406.833	39.122.501	161.624.027	16.965.582
Rennes	121.731.415	35.003.083	35.472.844	192.207.342	18.654.767
Nantes	128.072.752	33.851.382	36.220.070	198.144.204	14.278.991
Orléans	61.623.629	14.913.444	18.139.671	94.676.444	3.654.651
Dijon	81.564.226	20.151.645	39.332.057	141.047.928	5.678.398
Limoges	76.381.072	19.251.380	24.345.578	119.978.030	10.565.274
Clermont-Ferrand	60.602.860	18.319.926	22.428.285	101.351.071	18.534.293
Lyon	225.948.889	71.151.888	60.015.103	357.115.880	31.088.782
Bordeaux	110.991.511	29.891.670	36.786.599	177.669.780	1.920.132
Toulouse	61.210.730	13.771.862	21.160.737	96.143.329	1.994.421
Montpellier	73.201.163	17.610.074	23.192.645	114.003.882	5.431.338
Marseille	170.240.590	37.323.898	41.910.477	249.474.965	4.244.333
Strasbourg	85.798.123	23.277.907	34.106.718	143.182.748	8.442.622
Total	2.655.070.510	710.232.358	792.522.357	4.157.825.225	317.679.538

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement de 1948 ou des années antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1948, amorties ou non au cours de l'année.

XII. — **Familles de salariés bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	1 ENFANT (1)	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Paris	5	143.131	55.836	21.678	9.469	4.259	1.840	1.348	237.566
Rouen	171	30.276	14.516	7.067	3.635	1.844	978	731	59.218
Lille	675	57.801	26.832	11.993	5.932	2.945	1.478	1.130	108.786
Nancy	9	35.237	17.232	7.895	3.803	1.988	965	796	67.925
Rennes	393	18.068	8.773	4.062	1.869	933	456	417	34.971
Nantes	21	24.370	11.820	5.351	2.378	1.486	623	457	46.216
Orléans	7	11.788	5.405	2.349	1.096	606	249	207	21.707
Dijon	»	22.469	11.575	5.550	2.585	1.344	652	489	44.664
Limoges	»	14.552	6.494	2.907	1.348	696	320	247	26.564
Clermont-Ferrand	»	8.732	5.382	2.792	1.242	523	178	155	19.004
Lyon	1.528	53.208	24.358	10.565	4.871	2.267	1.059	740	98.596
Bordeaux	»	20.776	8.726	3.469	1.467	655	288	172	33.553
Toulouse	»	15.128	5.511	2.155	758	292	127	97	24.068
Montpellier	456	13.746	5.606	2.104	832	326	130	69	23.269
Marseille	24	30.880	12.705	4.717	1.841	888	383	181	51.619
Strasbourg	489	28.661	12.060	5.029	2.169	1.147	439	311	50.305
Total	3.778	528.823	232.841	99.683	45.295	21.899	10.165	7.547	950.031
Répartition pour 100 familles	0,4	55,7	24,5	10,5	4,7	2,3	1,1	0,8	100

(1) Les nombres figurant dans cette colonne concernent des familles de travailleurs algériens et italiens.

XIII. — **Familles de salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1948. — Congés de naissance accordés en 1948.**

RÉGIONS	BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE AU 31 DECEMBRE 1948						CONGÉS
	Jeunes ménages (allocation à 10 %).	Un enfant (allocation à 10 %).	Un enfant (allocation à 20 %).	Deux enfants (allocation à 40 %).	Trois enfants et plus (allocation à 50 %).	Total.	de naissance accordés en 1948.
Paris	7.699	46.655	117.936	127.175	85.678	445.143	45.204
Rouen	2.025	7.641	32.095	26.017	25.927	93.705	13.105
Lille	4.727	15.426	72.884	56.489	49.036	198.562	31.243
Nancy	4.066	8.013	38.855	31.954	31.176	114.064	17.588
Rennes	1.550	4.412	19.098	16.636	15.602	57.298	6.658
Nantes	3.045	4.771	26.366	22.447	20.245	76.574	12.032
Orléans	1.030	5.436	11.522	10.730	8.922	37.640	4.740
Dijon	2.445	6.301	25.511	19.797	19.212	73.266	9.613
Limoges	1.220	4.053	16.849	13.227	11.412	46.761	5.436
Clermont-Ferrand	943	3.793	13.591	8.826	8.793	35.946	5.379
Lyon	4.681	17.138	57.559	47.336	33.461	160.175	13.228
Bordeaux	1.362	6.499	23.121	18.536	13.847	63.365	4.796
Toulouse	1.071	5.760	15.161	13.464	9.057	44.513	3.593
Montpellier	1.441	5.732	17.416	12.621	8.253	45.463	3.356
Marseille	4.017	11.358	42.000	32.450	21.376	111.201	6.740
Strasbourg	4.066	10.454	33.176	26.773	19.343	93.812	10.090
Total	43.388	163.442	623.140	484.178	381.340	1.697.488	192.801
Répartition pour 100 familles	2,7	9,6	36,7	28,5	22,5	100	

XIV. — **Nombre d'allocations de maternité versées en 1948 aux salariés.**

RÉGIONS	PREMIÈRE NAISSANCE			NAISSANCES SUIVANTES			NOMBRE TOTAL
	Nombre de premiers versements.	Nombre de seconds versements.	Total.	Nombre de premiers versements.	Nombre de seconds versements.	Total.	de versements.
Paris	35.441	37.699	73.140	30.174	26.436	56.610	129.750
Rouen	8.058	7.211	15.269	10.338	8.352	18.690	33.959
Lille	15.403	14.532	29.935	19.600	15.236	34.836	64.771
Nancy	10.544	9.585	20.129	10.839	8.877	19.716	39.845
Rennes	4.992	4.486	9.478	5.952	4.726	10.678	20.156
Nantes	6.961	7.089	13.850	8.998	7.103	16.101	29.951
Orléans	3.250	3.141	6.391	3.595	2.955	6.550	12.941
Dijon	6.034	6.332	12.366	7.303	5.975	13.278	25.644
Limoges	4.309	4.197	8.506	4.708	3.892	8.600	17.106
Clermont-Ferrand	3.255	3.261	6.516	3.118	2.604	5.722	12.238
Lyon	10.946	10.308	21.254	11.742	9.048	20.970	42.044
Bordeaux	5.450	5.088	10.538	3.949	3.049	6.998	17.536
Toulouse	3.451	3.406	6.857	2.978	2.471	5.449	12.306
Montpellier	3.416	3.495	6.911	3.059	2.459	5.518	12.429
Marseille	6.237	4.776	11.013	4.861	3.273	8.134	19.147
Strasbourg	7.181	5.915	13.096	7.045	5.475	12.520	25.616
Total	134.928	130.321	265.249	138.259	111.931	250.190	515.439
Répartition pour 100 versements.	26,2	25,3	51,5	26,8	21,7	48,5	100

XV. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Paris	4.238	1.832	839	372	165	101	73	7.620
Rouen	930	515	307	140	96	51	24	2.063
Lille	1.693	921	461	222	139	78	45	3.559
Nancy	604	266	169	77	38	19	16	1.189
Rennes	877	516	315	159	81	35	25	2.008
Nantes	881	471	276	147	91	37	28	1.931
Orléans	304	162	82	49	25	18	10	650
Dijon	487	209	107	58	28	11	8	908
Limoges	501	231	151	63	33	15	11	1.005
Clermont-Ferrand	71	39	17	9	2	»	»	141
Lyon	1.115	608	303	99	47	35	17	2.224
Bordeaux	911	441	191	81	36	15	5	1.680
Toulouse	461	205	83	32	16	5	6	808
Montpellier	514	182	60	40	17	2	1	816
Marseille	1.832	737	330	135	60	20	8	3.122
Strasbourg	1.645	582	443	119	24	9	4	2.826
Total	17.064	7.917	4.134	1.802	898	454	281	32.550
Répartition pour 100 familles	52,4	24,5	12,7	5,5	2,7	1,4	0,8	100

XVI. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1948.**

REGIONS	JEUNES MÉNAGES (allocation à 10 p. 100).	1 ENFANT (allocation à 10 p. 100).	1 ENFANT (allocation à 20 p. 100).	2 ENFANTS (allocation à 40 p. 100).	3 ENFANTS et plus (allocation à 50 p. 100).	TOTAL
Paris	3	712	6.294	3.650	2.993	13.682
Rouen	1	20	543	543	759	1.866
Lille	45	183	2.150	1.334	1.460	5.172
Nancy	7	229	412	304	159	1.111
Rennes	5	103	1.017	723	843	2.691
Nantes	16	62	887	657	801	2.423
Orléans	7	10	333	198	266	814
Dijon	»	24	271	284	220	799
Limoges	9	122	346	251	268	996
Clermont-Ferrand	»	2	62	32	27	123
Lyon	4	61	1.280	1.013	1.122	3.480
Bordeaux	7	68	846	668	588	2.177
Toulouse	»	92	398	354	282	1.126
Montpellier	11	65	379	297	216	968
Marseille	46	321	2.189	1.491	1.073	5.120
Strasbourg	»	74	1.057	1.113	971	3.215
Total	161	2.178	18.464	12.912	12.048	45.763
Répartition pour 100 familles	0,3	4,8	40,3	28,2	26,4	100

XVII. — **Nombre d'allocations de maternité versées en 1948 aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.**

RÉGIONS	PREMIÈRE NAISSANCE			NAISSANCES SUIVANTES			NOMBRE TOTAL de versements
	Nombre de premiers versements	Nombre de seconds versements	Total.	Nombre de premiers versements	Nombre de seconds versements	Total.	
Paris	2.574	2.808	5.382	2.602	4.724	7.326	12.708
Rouen	791	632	1.423	696	514	1.210	2.633
Lille	1.353	1.181	2.534	1.007	779	1.786	4.320
Nancy	659	593	1.252	366	287	653	1.905
Rennes	336	202	538	177	124	301	839
Nantes	502	425	927	407	290	697	1.624
Orléans	234	209	443	118	86	204	647
Dijon	429	351	780	267	195	462	1.242
Limoges	547	449	996	315	238	553	1.549
Clermont-Ferrand	265	215	480	117	85	202	682
Lyon	532	447	979	272	214	486	1.465
Bordeaux	545	433	978	273	176	449	1.427
Toulouse	331	263	594	147	119	266	860
Montpellier	413	383	796	178	144	322	1.118
Marseille	596	463	1.059	298	210	508	1.567
Strasbourg	694	532	1.226	561	286	847	2.073
Total	10.801	9.586	20.387	7.801	8.471	16.272	36.659
Répartition pour 100 versements.	29,6	26,2	55,8	21,2	23	44,2	100

XVIII. — **Familles de travailleurs indépendants bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus	TOTAL
Paris	22.850	8.705	3.693	1.594	636	297	200	37.175
Rouen	5.421	2.497	1.239	501	238	103	77	10.076
Lille	9.674	3.993	1.549	674	295	106	123	16.414
Nancy	5.458	2.418	1.005	433	198	115	59	9.686
Rennes	7.913	3.519	1.519	560	216	102	93	13.922
Nantes	7.210	3.496	1.463	608	253	110	95	13.235
Orléans	3.396	1.357	548	222	99	62	27	5.711
Dijon	5.297	2.457	1.058	453	221	114	85	9.685
Limoges	5.484	2.336	925	382	152	84	46	9.409
Clermont-Ferrand	4.023	1.546	638	229	91	39	16	6.582
Lyon	11.487	4.693	1.808	689	332	132	97	19.238
Bordeaux	5.755	2.422	798	264	115	48	24	9.426
Toulouse	5.316	1.959	590	241	71	38	25	8.240
Montpellier	5.640	1.945	681	242	88	33	21	8.650
Marseille	8.111	2.931	1.025	340	148	50	23	12.628
Strasbourg	3.510	1.472	551	196	85	48	32	5.894
Total	116.545	47.746	19.080	7.628	3.238	1.481	1.043	196.771
Répartition pour 100 familles	59,2	24,2	9,7	3,9	1,7	0,8	0,5	100

XIX. — **Nombre d'allocations de maternité versées en 1948 aux travailleurs indépendants.**

RÉGIONS	PREMIÈRE NAISSANCE			NAISSANCES SUIVANTES			NOMBRE TOTAL de versements
	Nombre de premiers versements.	Nombre de seconds versements.	Total.	Nombre de premiers versements	Nombre de seconds versements	Total.	
Paris	2.842	2.838	5.680	4.750	3.954	8.704	14.384
Rouen	1.016	955	1.971	1.500	1.195	2.695	4.666
Lille	1.605	1.674	3.279	2.186	1.930	4.116	7.395
Nancy	1.399	1.267	2.666	2.406	2.226	4.632	7.298
Rennes	1.122	1.052	2.174	1.899	1.479	3.378	5.552
Nantes	928	820	1.748	1.512	1.233	2.745	4.493
Orléans	533	545	1.078	860	735	1.595	2.673
Dijon	905	917	1.822	1.459	1.223	2.682	4.504
Limoges	926	935	1.861	1.410	983	2.393	4.254
Clermont-Ferrand	556	482	1.038	761	613	1.374	2.412
Lyon	1.612	1.463	3.075	2.516	2.113	4.629	7.704
Bordeaux	927	732	1.659	1.217	893	2.110	3.769
Toulouse	813	745	1.558	875	725	1.600	3.158
Montpellier	845	784	1.629	976	812	1.788	3.417
Marseille	968	631	1.599	892	579	1.471	3.070
Strasbourg	620	508	1.128	730	595	1.325	2.453
Total	17.617	16.348	33.965	25.949	21.288	47.237	81.202
Répartition pour 100 versements.	21,7	20,2	41,9	32	26,1	58,1	100

XX. — **Familles d'employeurs bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Paris	11.934	4.089	1.346	461	170	74	52	18.126
Rouen	4.094	2.086	884	375	155	62	62	7.718
Lille	4.403	2.229	1.156	500	222	100	112	8.722
Nancy	2.673	1.377	579	225	101	41	26	5.022
Rennes	3.986	1.933	958	397	162	72	58	7.566
Nantes	3.225	1.783	854	359	182	80	80	6.563
Orléans	1.922	839	352	117	50	26	15	3.321
Dijon	2.748	1.479	565	248	106	57	39	5.242
Limoges	2.826	1.233	463	179	62	29	30	4.822
Clermont-Ferrand	2.123	772	346	124	38	29	28	3.460
Lyon	6.038	2.809	1.041	446	202	91	82	10.709
Bordeaux	2.806	1.207	435	156	46	20	16	4.686
Toulouse	2.050	822	291	85	32	6	11	3.297
Montpellier	2.576	974	350	112	46	16	9	4.083
Marseille	4.862	1.906	609	186	72	23	9	7.667
Strasbourg	2.816	1.120	431	153	66	32	12	4.630
Total	61.082	26.658	10.660	4.123	1.712	758	641	105.634
Répartition pour 100 familles	57,9	25,2	10,1	3,9	1,6	0,7	0,6	100

XXI. — **Nombre d'allocations de maternité versées en 1948 aux employeurs.**

RÉGIONS	PREMIÈRE NAISSANCE			NAISSANCES SUIVANTES			NOMBRE TOTAL de versements
	Nombre de premiers versements.	Nombre de seconds versements.	Total.	Nombre de premiers versements.	Nombre de seconds versements.	Total.	
Paris	992	959	1.951	1.527	2.291	3.818	5.769
Rouen	529	420	949	886	662	1.548	2.497
Lille	367	350	717	878	662	1.540	2.257
Nancy	239	220	459	415	412	827	1.286
Rennes	343	291	634	735	556	1.291	1.925
Nantes	387	398	785	933	784	1.717	2.502
Orléans	141	169	310	278	250	528	838
Dijon	306	267	573	547	437	984	1.557
Limoges	253	244	497	400	314	714	1.211
Clermont-Ferrand	359	326	685	418	281	699	1.384
Lyon	379	355	734	794	637	1.431	2.165
Bordeaux	265	217	482	320	229	549	1.031
Toulouse	156	119	275	182	132	314	589
Montpellier	182	161	343	270	201	471	814
Marseille	298	216	514	310	231	541	1.055
Strasbourg	325	255	580	368	304	672	1.252
Total	5.521	4.967	10.488	9.261	8.383	17.644	28.132
Répartition pour 100 versements.	19,7	17,6	37,3	32,9	29,8	62,7	100

XXII. — **Nombre de familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1948 (récapitulation).**

COMPOSITION DES FAMILLES	SALARIÉS ET PERSONNES N'EXERÇANT AUCUNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE						TRAVAILLEURS indépendants et employeurs.	
	Familles bénéficiaires des allocations familiales.		Familles bénéficiaires de l'allocation de salaire unique.		Familles bénéficiaires des prestations familiales.		Familles bénéficiaires des allocations familiales.	
	Effectifs	P. 100.	Effectifs	P. 100.	Effectifs	P. 100.	Effectifs	P. 100.
Jeunes ménages	.....	.....	45.549	2,6	45.549	2,5		
Familles de 1 enfant (S. U. à 10 p. 100)	(1) 3.778	0,4	165.620	9,5	807.224	44		
Familles de 1 enfant (S. U. à 20 p. 100)			641.604	36,8				
Familles de 2 enfants	545.887	55,6	497.090	28,5	545.887	29,8	177.627	58,7
Familles de 3 enfants	240.758	24,5			240.758	13,1	74.404	24,7
Familles de 4 enfants	103.817	10,6			103.817	5,7	29.750	9,8
Familles de 5 enfants	47.097	4,8	393.388	22,6	47.097	2,6	11.751	3,9
Familles de 6 enfants	22.797	2,3			22.797	1,3	4.950	1,6
Familles de 7 enfants	10.619	1			10.619	0,6	2.239	0,7
Familles de 8 enfants et plus	7.828	0,8			7.828	0,4	1.684	0,6
Total	982.581	100	1.743.251	100	1 831.576	100	302.405	100

(1) Ce nombre concerne des familles de travailleurs algériens et italiens.

XXIII. — **Nombre d'allocations de maternité versées en 1948 (récapitulation).**

NOMBRE DE VERSEMENTS	SALARIÉS ET PERSONNES n'exerçant aucune activité professionnelle.	TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS et employeurs.
Première naissance.		
Nombre de premiers versements	145.729	23.138
Nombre de seconds versements	139.907	21.315
Total	285.636	44.453
Naissances suivantes.		
Nombre de premiers versements	146.060	35.210
Nombre de seconds versements	120.402	29.671
Total	266.462	64.881
Nombre total de versements	552.098	109.334

XXIV. — **Personnel des caisses d'allocations familiales au 31 décembre 1948.**

RÉGIONS	PERSONNEL de direction.	CADRES	AGENTS d'exécution.	SERVICES SOCIAUX		TOTAL	PERSONNEL DES ŒUVRES propres aux caisses.		
				Assistantes sociales et assimilées.	Agents administratifs.		Permanent.	Saisonnier.	Total
Paris	28	227	2.896	1.427	16	4.594	124	22	146
Rouen	25	67	516	27	42	677	»	4	4
Lille	35	136	849	114	35	1.169	85	49	134
Nancy	19	48	348	19	26	460	24	3	27
Rennes	14	82	404	66	17	583	54	56	110
Nantes	17	65	439	64	19	604	58	12	70
Orléans	13	32	200	17	15	277	5	6	11
Dijon	18	34	263	12	9	336	3	3	6
Limoges	20	26	252	25	19	342	23	19	42
Clermont-Ferrand	15	20	227	12	8	282	2	»	2
Lyon	32	187	679	110	33	1.041	23	11	34
Bordeaux	15	41	371	20	16	463	10	73	83
Toulouse	17	26	190	6	2	241	»	»	»
Montpellier	14	36	202	12	17	281	2	1	3
Marseille	16	54	512	30	42	654	74	57	131
Strasbourg	8	43	314	7	4	376	»	»	»
Total	306	1.124	8.662	1.968	320	12.380	485	315	803

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

Bilan financier de l'année 1949.

Pages.

CHAPITRE Ier. — **Assurances sociales :** —

A. — Recettes 2

B. — Dépenses 2

Récapitulation 8

CHAPITRE II. — **Accidents du travail :**

A. — Recettes 8

B. — Dépenses 9

Récapitulation 10

CHAPITRE III. — **Prestations familiales :**

Salariés :

A. — Recettes 10

B. — Dépenses 11

Employeurs et travailleurs indépendants :

A. — Recettes 11

B. — Dépenses 12

Récapitulation 12

CHAPITRE IV. — **Action satinaire et sociale et contrôle médical** 13

CHAPITRE V. — **Patrimoine des organismes de sécurité sociale** 13

DEUXIEME PARTIE

Répartition détaillée des opérations de l'année 1948 dans le cadre des régions. — Résultats d'ordre démographique.

Pages.

A. — **Caisses primaires de sécurité sociale :** —

Tableau I. — Cotisations encaissées 15

II. — Dépenses de l'assurance-maladie (régime général) 15

III. — Répartition des prestations en nature de l'assurance-maladie par catégories de bénéficiaires (régime général) 16

IV. — Dépenses de l'assurance-longue maladie (régime général) 16

V. — Répartition des prestations en nature de l'assurance-longue maladie par catégories de bénéficiaires (régime général) 17

VI. — Dépenses de l'assurance-maternité (régime général) 17

VII. — Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance-maternité (régime général) 18

VIII. — Assurance-décès 18

IX. — Dépenses de l'assurance-maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat) 18

Pages.

Tableau X. — Dépenses de l'assurance-longue maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat) 18

XI. — Dépenses de l'assurance-maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat) 19

XII. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance-maladie (régime général) 19

XIII. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance-longue maladie 20

XIV. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance-maternité (régime général) 20

XV. — Dépenses accidents du travail (incapacité temporaire) 20

XVI. — Importance des dépenses accidents du travail (incapacité temporaire) par rapport aux cotisations 21

XVII. — Répartition de 10.000 F de prestations servies : 21
1° Au titre de l'assurance-maladie (régime général) ;
2° Au titre de l'assurance-longue maladie (régime général) ;
3° Au titre de l'assurance-maternité (régime général) ;
4° Au titre des accidents du travail (incapacité temporaire).

XVIII. — Répartition de 10.000 F de prestations servies : 21
1° Au titre de l'assurance-maladie, régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat ;
2° Au titre de l'assurance-longue maladie, régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat ;
3° Au titre de l'assurance-maternité, régime des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat.

XIX. — Dépenses d'action sanitaire et sociale et de contrôle médical 22

XX. — Dépenses de gestion administrative 22

XXI. — Etat du personnel au 31 décembre 1948 23

B. — **Caisses régionales de sécurité sociale :**

Tableau I. — Dépenses au titre des assurances sociales 23

II. — Dépenses au titre des accidents du travail 23

III. — Importance par rapport aux cotisations des pensions d'invalidité 24

IV. — Importance par rapport aux cotisations des rentes accidents du travail 24

V. — Etat des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1948 24

VI. — Etat des rentes accidents du travail en cours au 31 décembre 1948 24

VII. — Etat des rentes accidents du travail liquidées dans l'année 25

VIII. — Dépenses d'action sanitaire et sociale et de contrôle médical 25

IX. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires 26

X. — Dépenses de gestion administrative 26

XI. — Etat du personnel au 31 décembre 1948 27

Pages.

C. — **Caisses régionales d'assurance vieillesse :**

Tableau I. — Dépenses effectuées au titre de l'assurance-vieillesse : *a*) par les caisses; *b*) par les directions régionales 27

II. — Ventilation des dépenses par nature et par régions 28

III. — Etat des pensions, rentes et allocations en cours au 31 décembre 1948..... 28

IV. — Dépenses de gestion administrative..... 29

V. — Etat du personnel au 31 décembre 1948..... 29

D. — **Caisses d'allocations familiales :**

Tableau I. — Cotisations encaissées..... 29

II. — Prestations légales servies aux salariés..... 30

III. — Prestations légales versées aux travailleurs algériens, belges et italiens..... 30

IV. — Prestations légales servies aux personnes sans activité professionnelle..... 30

V. — Pourcentage des prestations légales servies par les sections « salariés » par rapport aux cotisations 31

VI. — Prestations légales servies aux travailleurs indépendants 31

VII. — Prestations légales servies aux employeurs.... 31

VIII. — Pourcentage des prestations légales servies par les sections « travailleurs indépendants et employeurs » par rapport aux cotisations.... 32

IX. — Dépenses d'action sanitaire et sociale..... 32

Pages.

Tableau X. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense..... 33

XI. — Dépenses de gestion administrative..... 33

XII. — Familles bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1948 (salariés)..... 34

XIII. — Familles bénéficiaires des allocations de salaire unique au 31 décembre 1948 et congés de naissance accordés (salariés)..... 34

XIV. — Nombre d'allocations de maternité versées dans l'année aux salariés..... 34

XV. — Familles bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1948 (personnes sans activité professionnelle) 35

XVI. — Familles bénéficiaires des allocations de salaire unique au 31 décembre 1948 (personnes sans activité professionnelle)..... 35

XVII. — Nombre d'allocations de maternité versées dans l'année aux personnes sans activité professionnelle 36

XVIII. — Familles bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1948 (travailleurs indépendants) 36

XIX. — Nombre d'allocations de maternité versées dans l'année aux travailleurs indépendants. 37

XX. — Familles bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1948 (employeurs)..... 37

XXI. — Nombre d'allocations de maternité versées dans l'année aux employeurs..... 38

XXII. — Familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1948 (récapitulation).... 38

XXIII. — Nombre d'allocations de maternité versées dans l'année (récapitulation)..... 39

XXIV. — Etat du personnel au 31 décembre 1948..... 39

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.